

REPUBLIQUE DU MALI

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE

**CETTE ETUDE A ETE FINANCEE PAR LE
FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT**

**Appui à l'harmonisation
de l'aide au Mali**

**Matrice des principaux
partenaires techniques et financiers
du Mali**

Etude réalisée par
Enrico Colombo

Cette étude ne reflète pas la position de l'Ordonnateur National du FED, ni celle de la Commission européenne.

Bamako - MALI
Mars 2006

Table des matières

Table des matières	Page 2
Acronymes	3
Résumé	4
I Introduction	6
1 Contexte	6
2 Objectif et résultats attendus	6
3 Méthodologie	7
4 Limites	9
5 Difficultés	9
II La matrice des donateurs	10
1 Les PTF du Mali	10
1.1 Les PTF du Mali identifiés par l'étude	10
1.2 La programmation des PTF	12
1.3 Les secteurs de concentration	13
1.4 Les financements engagés par PTF	15
1.5 Le nombre d'actions et la durée moyenne des actions par PTF	18
1.6 Le financement engagé moyen par année	19
1.7 Les décaissements par PTF	21
1.8 Les décaissements des PTF et les dépenses du budget de l'Etat malien	23
1.9 Le type de financement	24
2 Les secteurs d'intervention	26
2.1 Les financements engagés sur la base des axes de concentration du CSLP	26
2.2 Les décaissements par axe du CSLP	29
2.3 Les financements engagés par secteurs d'intervention du CSLP	32
2.3.1 Axe 1 : Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et de la participation. PTF et financement engagé par secteur	39
2.3.2 Axe 2 : Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base. PTF et financement engagé par secteur	42
2.3.3 Axe 3 : Développement des infrastructures de base et secteurs productifs. PTF et financement engagé par secteur	45
3 Les zones géographiques d'intervention	47
4 Les assistants techniques	56
III Les activités de coordination, de concertation et d'harmonisation de l'aide au développement au Mali	57
1 Les activités de concertation et d'harmonisation des PTF au Mali	57
1.1 La Réunion PTF	57
1.2 Les groupes sectoriels	57
2 Les activités de coordination et d'harmonisation entre PTF et le Gouvernement du Mali	61
2.1 Le CSLP et les programmes sectoriels	61
2.2 La Commission mixte	62
2.3 La Mission de Développement et de Coopération (MDC)	62
3 Conclusions	62
IV Recommandations	63
1. Recommandations pour les PTF	63
1.1 Information	63
1.2 Appropriation	64
1.3 Alignement et Harmonisation	64
2. Recommandation pour la Délégation de la Commission Européenne	65
ANNEXES	66
Annexe 1 : Grilles d'enquête à réponses fermées et ouvertes	67
Annexe 2 : Analyse de la sensibilité de la base de données	73
Annexe 3 : Taux de change	74
Annexe 4 : Liste de personnes rencontrées	75
Annexe 5 : Liste des assistants techniques	77
Annexe 6 : Présentation de l'étude aux PTF. Power point de support.	82

Acronymes

ABG	Appui budgétaire global
ABS	Appui budgétaire sectoriel
AFD	Agence Française de Développement
AKDN	Fondation Aga Khan
APD	Aide Publique au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
BW	Bretton Woods
CAD	Comité d'Aide au Développement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CE	Commission Européenne
CONFED	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (PRSP en anglais)
DED	Service Allemand de Développement
EM	États Membres de l'Union Européenne
FAD	Fonds Africain de Développement
FED	Fonds Européenne de Développement
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FKD	Fonds Koweïtien pour le développement économique
FMI	Fonds monétaire international
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
GB	Grande Bretagne
GTZ	Coopération Technique Allemande
KFW	Coopération Financière Allemande
MDC	Mission de Développement et de Coopération
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PISE	Programme d'Investissement Sectoriel de l'Éducation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRODEC	Programme Décennal de Développement de l'Éducation
PRODEJ	Programme Décennal de Développement de la Justice
PRODESS	Programme de Développement Social et Sanitaire
PTF	Partenaire Technique et Financier
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

Résumé

La matrice des donateurs

1 Les PTF du Mali :

- Un nombre important de PTF (40) a été identifié, 65% ont été rencontrés.
- Au cours des années 2006 et 2007, 14 organismes se trouveront dans la phase de programmation de leur coopération avec le Mali. (52% du financement actuellement engagé). La CE et 5 EM (Allemagne, Belgique, France, Pays Bas et Suède) font partie de ce groupe.
- Les secteurs de concentration déclarés par les PTF : forte concentration pour les secteurs Santé, Education et Développement rural. Secteurs marginalisés : Justice, Genre, Education professionnelle et emploi, Urbanisation.
- Les financements engagés (environ 3.255 M€) : don 64%, prêt 36%. La CE (21% du financement total et 32% du don) et la BM (18% du total) représentent 40% de l'aide au développement. L'UE (CE+EM+BEI) représentent 43% du financement total et 63% du don.
- 505 actions des PTF ont été identifiées, le financement moyen est d'environ 6,5 M€, pour une durée moyenne de 3,8 années.
- Financement engagé par année : CE, BM, France, BAD, Suède, Pays Bas et Allemagne représentent 75,6% du financement global moyen par année. 53,8% de PTF présentent un engagement financier moyen par année inférieur à 10 M€.
- Décaissements (environ 450 M€/année) : Entre 2004 et 2005 augmentation de 13%.
- Type de financements : Appui projet/programme 83%. ABG 9% par CE, BM, FMI, France, Pays Bas, Suède. ABS et panier commun restent fortement marginaux (2%).

2 Les secteurs d'intervention

- Les infrastructures et le secteur productif couvrent la moitié des financements engagés (axe 3).
- La répartition des financements engagés sur les secteurs Santé, Education, Démocratie et décentralisation est environ de 10%.
- Les secteurs Culture et tourisme, Paix et sécurité, Genre, Emploi et formation professionnelle, Solidarité et protection sociale, Situation des enfants et rôle de la famille, restent marginaux d'un point de vue des financements engagés.

3 Les zones géographiques d'intervention

- La moitié du volume du financement est engagée pour des actions qui couvrent le niveau national et n'ont pas une détermination géographique précise.
- Un engagement faible de financements par volume et par personnes est constaté sur le district de Bamako.
- La plus importante concentration de financement par volume est pour les régions de Kayes (routes) et Mopti. Les régions de Kidal et Gao représentent la concentration de financement par personne la plus importante.

Les activités de coordination, de concertation et d'harmonisation de l'aide au développement au Mali

- Il existe plusieurs instruments importants pour la coordination et la concertation entre PTF et avec le gouvernement (CSLP, Programmes sectoriels, Commission mixte Réunion PTF, Groupes sectoriels). Le niveau de fonctionnement et d'efficacité reste à évaluer.
- Il a été souligné par les PTF le faible leadership gouvernemental au niveau général et sectoriel.
- Dans plusieurs secteurs (Décentralisation, Santé, Education) les processus de programmation commune et d'harmonisation sont assez avancés et une réplique des expériences acquises pourrait être possible.
- Plusieurs programmes sectoriels sont mis en place et un accord cadre pour l'appui budgétaire est en cours de finition.

Recommandations

1 Information

- Mise en place d'un secrétariat permanent des PTF avec une structure très légère.
- Appui à la centralisation et coordination au niveau gouvernemental des activités de récolte et d'analyse de données.

2 Appropriation

- Commission mixte: assurer une approche commune entre les PTF et appuyer l'organisation et le suivi des points de discussion.
- Groupes sectoriels : assurer l'identification des interlocuteurs maliens pour tous les secteurs et favoriser la concertation avec ces interlocuteurs.
- Favoriser un processus coordonné de renforcement des capacités.

3 Alignement et Harmonisation

- Opportunité d'une évaluation commune et partagée entre tous les PTF du CSLP.
- Mise en place de programmes sectoriels (activités et CDMT) harmonisés avec le CSLP, dans tous les secteurs de développement.
- Favoriser une programmation commune des PTF:
 - Études diagnostiques planifiées et mises en œuvre en commun avec les PTF intéressés.
 - Travaux analytiques planifiés et mis en œuvre en commun avec les PTF intéressés.

I INTRODUCTION

1 Contexte

Le contexte de la présente étude est caractérisé par trois facteurs majeurs :

- Les Etats signataires de la Déclaration de Paris en mars 2005 ont retenu l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement comme réalisable et nécessaire. A cette fin ils se sont engagés à prendre des mesures concernant l'appropriation par les pays partenaires, l'alignement de leurs soutiens sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires et l'harmonisation des actions des donateurs. Suite à l'adoption des résolutions du Conseil des Ministres sur l'harmonisation et la coordination de l'aide au développement, en novembre 2004, la Direction Générale du Développement de la Commission européenne a demandé en juillet 2005 aux Délégations de la Commission européenne de réfléchir à la mise en place d'une feuille de route pour améliorer la coordination et l'harmonisation de l'aide dans chaque pays. Là où aucune initiative n'existe (ni du gouvernement, ni des donateurs), elle est encouragée à prendre l'initiative au sein du groupe des bailleurs de fonds.
- La lutte contre la pauvreté constitue la préoccupation majeure du gouvernement du Mali. A cet effet en 2002, un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) a été adopté, il est le cadre unique de référence pour l'ensemble des stratégies de développement du Mali, en particulier pour la coordination et la concertation de l'aide apportée par les PTF. Une table ronde des bailleurs de fonds du Mali sur le CSLP s'est tenue à Genève en mars 2004. Une des cinq principales conclusions et recommandations de cette Table Ronde a été centrée sur l'amélioration de la coordination des activités des PTF à travers l'harmonisation des programmes et des procédures. Le principe de la création d'un guichet unique pour faciliter la coordination de l'aide et la mise en oeuvre de l'harmonisation a été retenu parmi les sept points principaux de la Table Ronde.
- La Délégation de la Commission européenne et le Gouvernement du Mali ont entamé début 2006 la programmation du 10^{ème} FED. Il a été décidé, pour appuyer le processus de programmation, de mener une analyse approfondie des modalités de programmation et d'interventions des donateurs.

L'étude se présente comme une base d'informations pour le gouvernement à partir de laquelle il pourrait soutenir sa stratégie de coordination de l'aide. En particulier il vise à appuyer l'Ordonnateur national du FED et la Délégation de la Commission européenne au Mali dans le processus de programmation 10^{ème} FED en ce qui concerne la concertation de l'aide avec les autres PTF au Mali.

2 Objectif et résultats attendus

L'objectif de l'étude sur l'«Appui à l'harmonisation de l'aide au Mali» est de fournir une série de documents d'analyses sur les PTF et les secteurs d'interventions couverts par l'aide au développement au vu des secteurs prioritaires du CSLP.

Les résultats attendus de l'étude sont identifiables en trois points :

1. La finalisation de la matrice des donateurs au Mali dans le cadre de la revue annuelle conjointe CE-ON et du processus de programmation 10ème FED en ce qui concerne la coordination avec les PTF au Mali
2. La proposition de recommandations pour la mise en place d'une feuille de route des PTF en vue du renforcement du processus pour atteindre :
 - un meilleur alignement sur les stratégies nationales de développement et les procédures des pays partenaires,
 - une harmonisation et des complémentarités accrues en vue d'améliorer l'efficacité des interventions,
 - un renforcement du gouvernement malien pour ce qui concerne l'appropriation des actions d'appui au développement (Déclaration de Paris).
3. L'information et la concertation entre les PTF sur l'étude et les propositions à travers l'organisation d'un atelier de restitution.

3 Méthodologie

La méthodologie mise en place pour l'étude a été caractérisée par les phases suivantes :

1. Analyse documentaire et vision d'ensemble sur les activités de coordination et d'harmonisation de l'aide des PTF au Mali.
 - Analyse des documents élaborés par la DCE concernant les projets en cours de chaque PTF et les décaissements.
 - Entretiens avec :
 - o la Direction de la Coopération Internationale (Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale),
 - o la Direction Nationale de la Planification du Développement (Ministère du plan et de l'aménagement du territoire),
 - o la Cellule technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (Ministère de l'économie et des finances),
 - o la Mission de développement et de coopération (Présidence de la République).Ces entretiens ont visé à l'identification du mandat, de la programmation, des priorités et des besoins en terme de coordination des actions de développement des institutions rencontrées.
 - Prise de connaissance des activités de concertation et d'harmonisation de l'aide des PTF au Mali.
2. Récolte et analyse de données.
 - ✓ Par rapport à la finalisation de la matrice des donateurs.
 - Les PTF ont été choisis sur la base de leur identification comme organismes de coopération bilatérale ou multilatérale ayant un statut diplomatique reconnu officiellement par le Mali et/ou qui sont signataires d'accords de partenariat avec le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale et/ou avec le Ministère de l'économie et des finances. L'apport au développement du Mali de la coopération décentralisée, des associations, des ONG et du secteur privé n'a pas été pris en considération par l'étude.

- Une grille d'enquête à réponses fermées a été envoyée aux PTF identifiés, après un travail de concertation avec la Délégation de la Commission européenne et la CONFED. Les informations demandées étaient centrées sur :
 - o Les actions de développement menées par les PTF au Mali. Les actions de développement retenues ont été celles qui ont été effectivement actives durant la période 2004-2005 et celles qui sont objet d'une convention entre les partenaires et démarrent au cours de l'année 2006.
 - o L'assistance technique des PTF. Les assistants techniques ont été identifiés par les PTF sur la base de leur présence effective au Mali au cours de l'année 2005 ou sur leur programmation pour l'année 2006.
 - o Les décaissements effectués au cours des années 2004 et 2005 et les décaissements prévisionnels pour les années 2006, 2007, 2008 par chaque PTF.

Les contenus de la grille d'enquête fermée sont reportés dans l'annexe 1.

- L'analyse des données, présentée par l'étude, a été faite sur la base des données fournies ou validées directement par chaque PTF. Pour la Banque Islamique de Développement, le Fonds Koweïtien pour le développement économique et le Fonds Saoudien pour le développement, les données utilisées par l'étude ont été mises à disposition par la Direction générale de la dette publique.
 - Le taux de remplissage des informations récoltées par l'étude est reporté en annexe 2 et indique le nombre d'informations compilées pour chaque donnée.
 - Les données financières contenues dans l'étude sont reportées toujours en euro pour simplicité de lecture, sauf indication différente¹. Le tableau des taux de change utilisés se trouve en annexe 3.
- ✓ Par rapport à la proposition de recommandations pour la mise en place d'une feuille de route des PTF en vue d'atteindre les cibles fixées par la Déclaration de Paris, une enquête à réponse ouverte. L'enquête a été menée auprès des institutions présentes au Mali à travers un entretien basé sur la grille qui se trouve en annexe 1 et qui a été établi en concertation avec la CONFED et la Délégation de la Commission européenne.

3. Restitution des résultats de l'étude.

L'étude a produit deux types de documents :

- un document contenant une analyse de la matrice des donateurs et les recommandations pour la mise en place d'une feuille de route en vue d'atteindre les cibles fixées par la Déclaration de Paris,
- une base de données contenant toutes les informations récoltées sur les actions de développement, l'assistance technique et les décaissements effectués et prévisionnels.

Les résultats de l'étude ont été rendus disponibles sous forme de document et sous forme électronique à la CONFED et à la Délégation de la Commission européenne.

En concertation avec la CONFED et la Délégation de la Commission européenne deux moments différents ont été programmés pour la restitution aux organismes qui ont collaboré à l'étude à travers la mise à disposition des données :

- Une restitution des conclusions préliminaires de l'étude a été effectuée lors d'un repas de travail avec les responsables de la coopération des EM. La restitution a

¹ Dans la base de données disponible sous format électronique, les données financières sont également en FCFA.

été suivie d'un débat sur les possibilités de concertation et d'harmonisation des EM au Mali.

- Une restitution de l'analyse et des recommandations de l'étude a été effectuée lors d'un atelier avec la participation des PTF qui ont collaboré à l'étude. Un débat sur les possibilités de concertation entre les partenaires, a suivi la restitution. Le Power Point présenté au cours de la restitution de l'étude aux PTF se trouve en annexe 8.
- Un travail d'approfondissement sur la concertation de la programmation de l'aide de chaque organisme relevant des EM et sur la valeur ajoutée de chaque EM sera réalisé sur la base des conclusions définitives de l'étude. Cet atelier s'inscrit directement dans le processus de programmation du 10^{ème} FED.

4 Limites

Les limites majeures à prendre en considération pour la lecture de cette étude sont les suivantes:

- L'étude propose une analyse à partir du point de vue des PTF et les recommandations ne concernent que les PTF.
- L'analyse proposée se concentre seulement sur l'aspect quantitatif du partenariat entre les différents organismes et le Mali (aide directe). Aucune analyse de type qualitatif n'est possible à partir de la matrice des donateurs et des données disponibles dans l'étude.
- Les données reportées ne concernent pas l'aide publique au développement (APD) dans sa totalité que chaque pays affecte au Mali, mais l'aide directe. Par conséquent les chiffres reportés ne sont pas exhaustifs tout comme leur analyse.
- Les données relatives aux décaissements effectués et prévisionnels sont indicatifs pour plusieurs organismes.
- Les associations, les organisations non gouvernementales, la coopération décentralisée et les privés ont été exclus de cette analyse. Etant donné leur rôle important dans la dynamique de développement du Mali, il serait souhaitable de lancer des études similaires pour ces catégories.
- Pour les activités de coordination, concertation et d'harmonisation ont été reportées les opinions des personnes rencontrées. Une analyse plus approfondie sur ces instruments pourrait être mise en place suite à cette étude.

5 Difficultés

Les difficultés majeures rencontrées au cours de l'étude sont les suivantes :

- Le retard de mise à disposition des informations par les PTF. Cela a causé un retard dans l'analyse des données. La possibilité de mise à disposition des données est liée au niveau de décentralisation de la gestion de l'aide qui est différent entre les PTF et à la surcharge de travail du personnel.
- La pluralité de missions sur les questions de coordination, de concertation et d'harmonisation. Paradoxalement ces missions ne sont pas coordonnées et harmonisées entre elles. Plusieurs PTF se sont plaints par rapport au fait que les différentes missions enquêtent sur les mêmes problématiques et que rarement les résultats sont partagés et mis à disposition pour consultation.
- Compte tenu du nombre important de PTF et des outils de coordination, de concertation et d'harmonisation, le temps prévu pour la production de l'étude (1 mois) n'a pas permis la possibilité d'approfondir les thématiques et d'analyser les activités de coordination, de concertation et d'harmonisation de façon complète.

II LA MATRICE DES DONATEURS

1 LES PTF DU MALI

1.1 Les PTF du Mali identifiés par l'étude

Au cours de l'étude, les PTF qui mènent des actions de développement au Mali, ont été identifiés au nombre de 40. Ont été retenus : les organismes de coopération bilatérale et multilatérale ayant un statut diplomatique reconnu officiellement par le Mali et/ou qui sont signataires d'accords de partenariat avec le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale et avec le Ministère de l'Economie et des finances.

Les organismes de coopération bilatérale identifiés sont 22. Dans cette catégorie a été incluse aussi la Fondation Aga Khan qui a un statut diplomatique au Mali. Les organismes de coopération multilatérale identifiés sont 18. 80% des organismes identifiés ont participé à l'élaboration de l'étude à travers la mise à disposition de données. Des entretiens ont été effectués avec 65% des organismes identifiés. 4 organismes (Inde, Tunisie, Venezuela, FENU) n'ont pas été contactés pour la mise à disposition des données.

Le tableau 1 présente la liste complète des PTF identifiés, la représentation au Mali, les entretiens, les données récoltées et leurs sources.

Tableau 1

	Coopération Bilatérale		Représentation au Mali	Entretiens	Données	Source
1	Allemagne	DED	1	1	Complètes	Directe ²
		GTZ	1	1	Complètes	Directe
		KFW - DEG	1	1	Incomplètes	Directe
2	Belgique		1	1	Complètes	Directe
3	Canada		1	1	Complètes	Directe
4	Cuba		1		Non disponibles	
5	Danemark				Non disponibles	
6	Egypte		1		Non disponibles	
7	Fédération de Russie		1	1	Incomplètes	Directe
8	France	Mission économique	1		Complètes	Directe
		SCAC	1	1	Complètes	Directe
		AFD	1	1	Complètes	Directe
9	Grand Bretagne		1		Incomplètes	Directe
10	Inde				Non disponibles	
11	Italie				Complètes	Directe
12	Japon				Incomplètes	Directe
13	Libye		1		Non disponibles	
14	Luxembourg				Non disponibles	
15	République Populaire de Chine		1	1	Incomplètes	Directe
16	Royaume des Pays Bas		1	1	Complètes	Directe
17	Suède et Norvège ³		1	1	Complètes	Directe
18	Suisse		1	1	Complètes	Directe
19	Tunisie				Non disponibles	
20	USAID		1	1	Complètes	Directe
21	Venezuela				Non disponibles	

² On appelle « source directe », les données fournies directement par les PTF.

³ Au Mali la Suède représente l'apport de la Norvège pour ce qui concerne l'aide au développement. La Suède gère en effet ces fonds, et il n'a pas été possible de les dissocier.

Tableau 1 bis

	Autres bilatérales	Représentation au Mali	Entretiens	Données	Source
22	Fondation Aga Khan	1	1	Complètes	Directe
	Coopération Multilatérale				
23	Banque Africaine de Développement	1	1	Complètes	Directe
24	Banque Islamique de Développement			Incomplètes	DG Dette publique
25	Banque Mondiale	1	1	Incomplètes	Directe
26	Banque Européenne d'Investissement		1	Incomplètes	Directe
27	Banque Ouest Africaine de Développement	1	1	Incomplètes	Directe
28	Commission Européenne	1	1	Complètes	Directe
29	FAO	1		Incomplètes	Directe
30	FIDA	1	1	Complètes	Directe
31	FMI	1	1	Complètes	Directe
32	FENU			Non disponibles	
33	Fond Koweïtien pour le dé. économique			Incomplètes	DG Dette publique
34	Fonds Saoudien pour le développement			Incomplètes	DG Dette publique
35	OMS	1	1	Complètes	Directe
36	PAM	1	1	Complètes	Directe
37	PNUD	1	1	Complètes	Directe
38	UNESCO	1	1	Complètes	Directe
39	UNFPA	1	1	Complètes	Directe
40	UNICEF	1	1	Complètes	Directe

Le tableau 2 présente les données récapitulatives en nombre et pourcentage.

Tableau 2

Récapitulatif	Nombre de PTF	%
PTF identifiés	40	100
Coopération Bilatérale	22	55,00
Coopération multilatérale	18	45,00
Représentation au Mali	32	80,00
Entretiens	26	65,00
Données	Complètes	23
	Incomplètes	12
	Non disponibles	9
Sources	Directes	32
	DG Dette publique	3

Nous pouvons souligner que :

- Le nombre de PTF identifié (40) est très important et il n'est pas exhaustif.
- La majorité des PTF (65%) ont été directement rencontrés au cours de l'étude. La liste détaillée des personnes rencontrées est en annexe 5.
- 79,5% des PTF ont fourni des informations utiles pour l'étude.
- Les données exploitées pour l'analyse proviennent dans 91% des cas directement des PTF et ont reçu leur validation. Les données non confirmées seront signalées au cours de l'étude.

1.2 La programmation des PTF

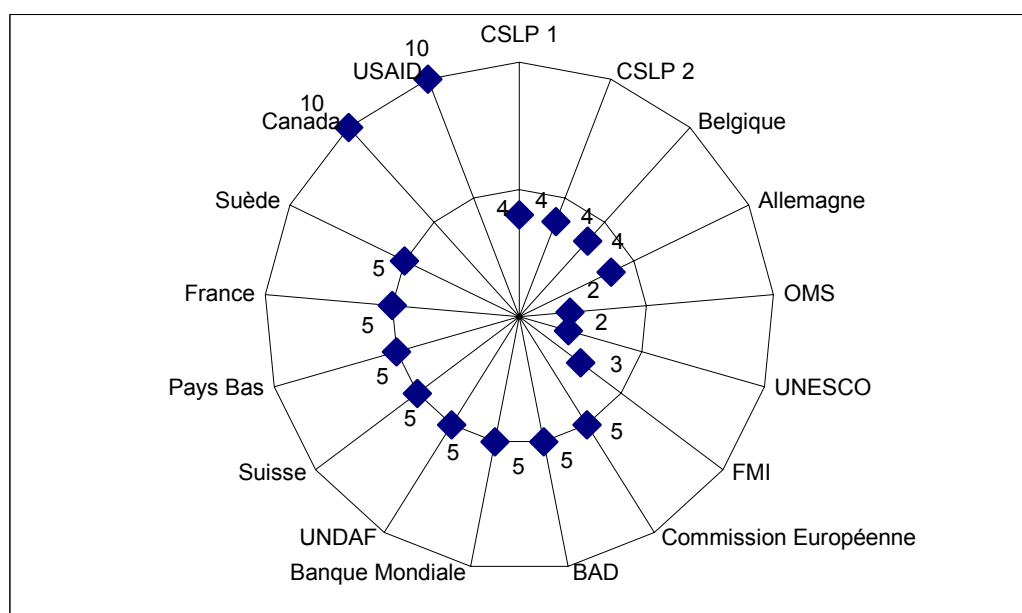
Les années couvertes par la programmation actuelle des PTF sont présentées dans le tableau 3 et sont mises en comparaison avec les années couvertes par la programmation du CSLP.

Tableau 3

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
CSLP 1													
CSLP 2													
Allemagne								x					
BAD													
Banque Mondiale													
Belgique								x					
Canada													
FMI								x					
France							x						
OMS								x					
Pays Bas								x					
UNDAF								x					
UNESCO								x					
USAID								x					
Suisse													
Suède								x					
CE FED 9								x					
CE FED 10													

La périodicité de la programmation de chaque PTF est présentée dans le graphique 1. Les valeurs considérées sont exprimées en années.

Graphique 1



Des éléments peuvent être soulignés :

- Les années 2006 et 2007 sont mises en évidence par le fait que 14 organismes se trouveront dans la phase de programmation de leur coopération avec le Mali. Ces organismes représentent 78% des organismes desquels on détient l'information et 52% du financement actuellement engagé pour le Mali. Les organismes sont identifiés par le signe 'x' dans le tableau. Une opportunité importante de concertation et d'harmonisation pour ce qui concerne la programmation se présente pour plusieurs PTF.
- Entre les organismes qui se trouveront en phase de programmation entre 2006 et 2007 figurent la Commission européenne et 5 EM (Allemagne, Belgique, France, Pays Bas et Suède).
- Les cycles de programmation sont entre 4 et 5 ans pour 72% des PTF considérés.

1.3 Les secteurs de concentration

Les secteurs de concentration de la programmation des PTF sont présentés dans le tableau 4. Les secteurs de concentration ont été identifiés sur la base de l'entretien avec chaque PTF et sa propre classification. Ensuite ils ont été répartis sur la base des axes du CSLP.

Tableau 4

Secteurs d'intervention	Allemagne	BAD	Belgique	BM	BOAD	Canada	CE	France	OMS	PAM	Pays Bas	Suède	Suisse	UNESCO	UNFPA	UNICEF	USAID	Total
AXE CSLP 1 Développement institutionnel, l'amélioration de la gouvernance et de la participation																		
Décentralisation, bonne gouvernance	1	1		1		1	1	1				1						7
Culture								1						1				2
AXE CSLP 2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base																		
Santé		1	1	1		1			1	1	1	1	1		1	1	1	12
Education			1	1		1		1		1	1	1		1		1	1	10
Education technique et prof.			1															1
Eau, assainissement	1	1	1		1			1			1							6
Genre												1			1			2
Problématique de l'enfance												1				1		2
AXE CSLP 3 Développement des infrastructures de base et secteurs productifs																		
Infrastructures (communication)					1		1											2
Développement rural et agricole	1	1	1	1	1		1	1			1						1	9
Gestion durable des ressources naturelles	1							1			1	1						4
Sécurité alimentaire										1								1
Economie locale, micro finances, secteur productif			1			1					1		1					4

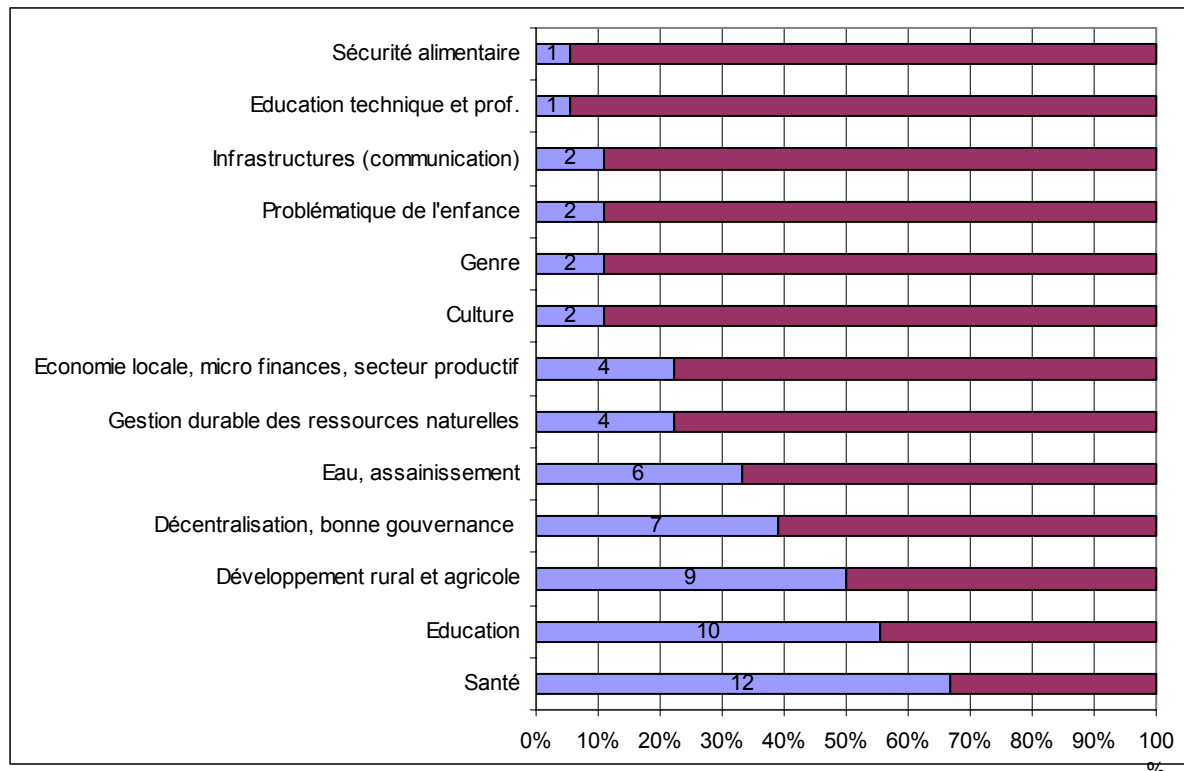
Il est possible de souligner que :

- Une forte concentration de PTF se trouve dans les secteurs classique du développement : santé, éducation, eau et assainissement et développement rural.
- Des secteurs comme justice et urbanisation ne sont pas pris en considération.
- Des secteurs comme genre et éducation professionnelle ne font pas l'objet de concentration de nombreux PTF.

Les secteurs de concentration déclarés par les PTF ne sont pas exclusifs. Au cours des entretiens il a été remarqué que plusieurs actions hors secteurs de concentration sont financées à des montants plus élevés que les secteurs de concentration.

Le graphique 2 présente la répartition par nombre et en pourcentage sur le total, de l'identification par les PTF d'un secteur du développement comme secteur de concentration.

Graphique 2



1.4 Les financements engagés par PTF

Le tableau 5 présente par chaque PTF les subventions, les prêts et le financement engagé total des actions en cours des années 2004-2005 et des actions qui démarrent en 2006.

Tableau 5

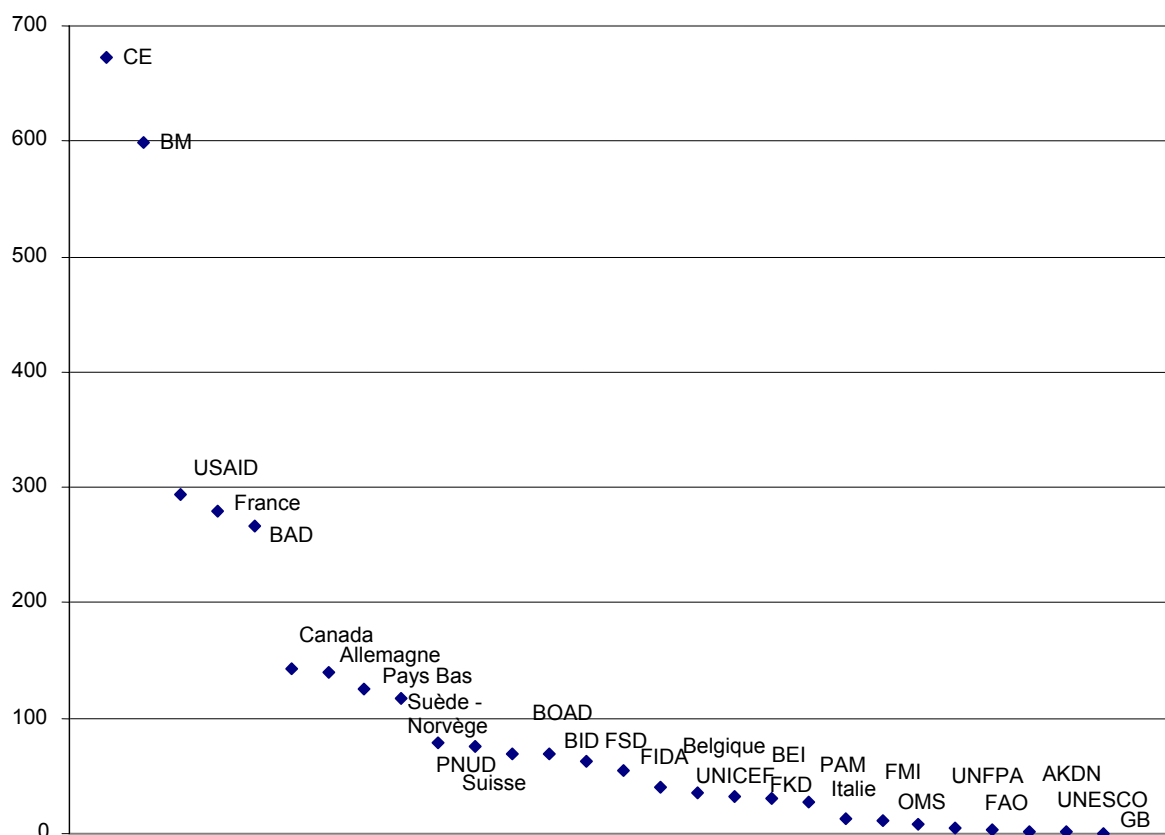
PTF	Don en €	%	Prêt en €	%	Financement total en €	%
CE	672 101 000	32,34	0	0,00	672 101 000	20,64
BM	71 106 893	3,42	527 831 933	44,83	598 938 826	18,40
USAID	294 142 027	14,15	0	0,00	294 142 027	9,03
France	199 085 447	9,58	79 700 018	6,77	278 785 465	8,56
BAD	25 673 170	1,24	241 486 439	20,51	267 159 609	8,21
Canada	142 113 010	6,84	0	0,00	142 113 010	4,37
Allemagne	139 954 912	6,73	0	0,00	139 954 912	4,30
Pays Bas	125 178 944	6,02	0	0,00	125 178 944	3,84
Suède + Norvège	117 383 790	5,65	0	0,00	117 383 790	3,61
PNUD	79 327 609	3,82	0	0,00	79 327 609	2,44
Suisse	75 772 186	3,65	0	0,00	75 772 186	2,33
BOAD	0	0,00	69 379 548	5,89	69 379 548	2,13
BID	0	0,00	69 266 697	5,88	69 266 697	2,13
FSD	0	0,00	62 240 808	5,29	62 240 808	1,91
FIDA	781 094	0,04	53 115 161	4,51	53 896 255	1,66
Belgique	40 341 466	1,94	0	0,00	40 341 466	1,24
UNICEF	35 699 038	1,72	0	0,00	35 699 038	1,10
BEI	0	0,00	32 300 000	2,74	32 300 000	0,99
FKD	0	0,00	31 036 226	2,64	31 036 226	0,95
PAM	27 466 901	1,32	0	0,00	27 466 901	0,84
Italie	12 571 863	0,60	0	0,00	12 571 863	0,39
FMI	0	0,00	11 019 960	0,94	11 019 960	0,34
OMS	7 671 098	0,37	0	0,00	7 671 098	0,24
UNFPA	5 528 791	0,27	0	0,00	5 528 791	0,17
FAO	3 667 772	0,18	0	0,00	3 667 772	0,11
AKDN	1 253 621	0,06	0	0,00	1 253 621	0,04
UNESCO	1 242 040	0,06	0	0,00	1 242 040	0,04
GB	213 480	0,01	0	0,00	213 480	0,01
Russie	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Chine	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Japon	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	2 078 276 151	100	1 177 376 790	100	3 255 652 942	100

On remarque que :

- La CE (21%) et la BM (18%) sont les PTF avec un engagement majeur des fonds et représentent 39% de l'aide au développement. La CE représente les 33% du don et ne finance pas à travers des prêts par contre la majorité du financement de la BM est sous forme de prêt (45%).
- 9 PTF constituent 81% du financement engagé (CE, BM, USAID, France, BAD, Canada, Allemagne, Pays Bas et Suède-Norvège).
- Russie, Chine et Japon ont mis à disposition de l'étude seulement les types de programmes dans lesquels sont engagé au Mali, les données financières ne sont pas disponibles ou sont trop fragmentaires.
- Plusieurs PTF interviennent dans l'appui au développement exclusivement sous la forme du prêt.
- 18 PTF (68%) ont un volume de financement inférieur à 100 M€.

Le graphique 3 présente la distribution des PTF selon le financement total engagé. Les montants indiqués en échelle sont en millions d'euros.

Graphique 3



Le tableau 6 présente les données agrégées par catégories de PTF des dons, des prêts et du financement engagé total des actions en cours dans les années 2004-2005 et les actions qui démarrent en 2006. Le tableau est suivi par 3 graphiques qui visualisent les données agrégées en pourcentages réparties par financement total, subvention et prêt.

Tableau 6

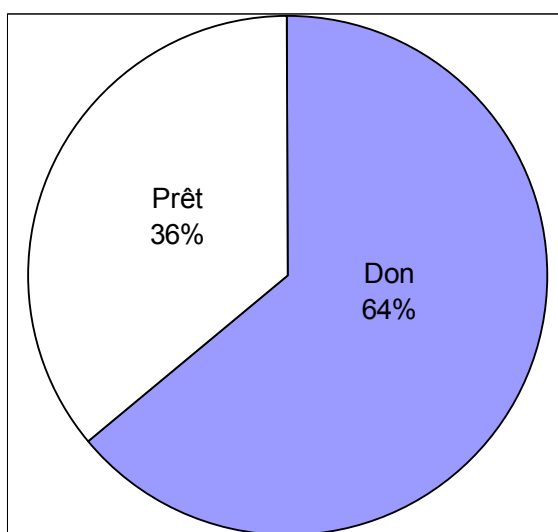
	Don en €	%	Prêt en €	%	Financement total en €	%
CE, EM et BEI	1 306 830 901	62,88	112 000 018	9,51	1 418 830 919	43,58
Autres Coopération bilatérale	513 280 844	24,70	0	0,00	513 280 844	15,77
Système UN	161 384 344	7,77	53 115 161	4,51	214 499 505	6,59
Institutions Bretton Woods	71 106 893	3,42	538 851 893	45,77	609 958 786	18,74
Autres Coopération multilatérale	25 673 170	1,24	473 409 718	40,21	499 082 888	15,33
Total	2 078 276 151	100	1 177 376 790	100	3 255 652 942	100

Le tableau 7 présente les PTF rassemblés par les différentes catégories.

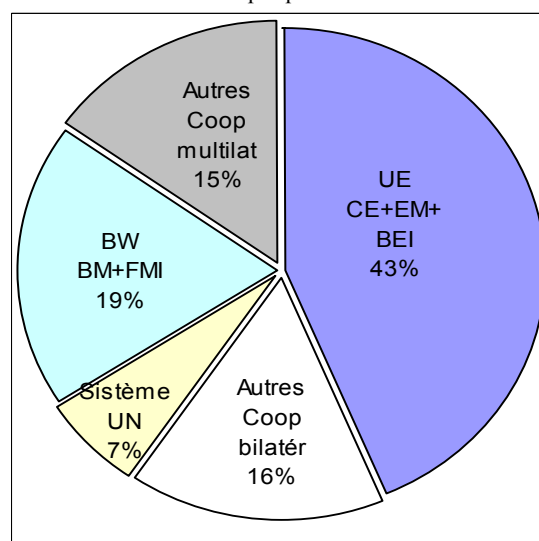
Tableau 7

UE = CE+EM+BEI	Autres Coopération bilatérale	Système UN	Institutions Bretton Woods	Autres Coopération multilatérale
CE, France, Pays Bas, Allemagne, Belgique, Suède+Norvège, Italie, GB, BEI	USAID, Canada, Suisse	PNUD, UNICEF, PAM, OMS, FAO, FIDA, UNFPA, UNESCO	BM, FMI	BAD, BOAD, FKD, BID, FSD

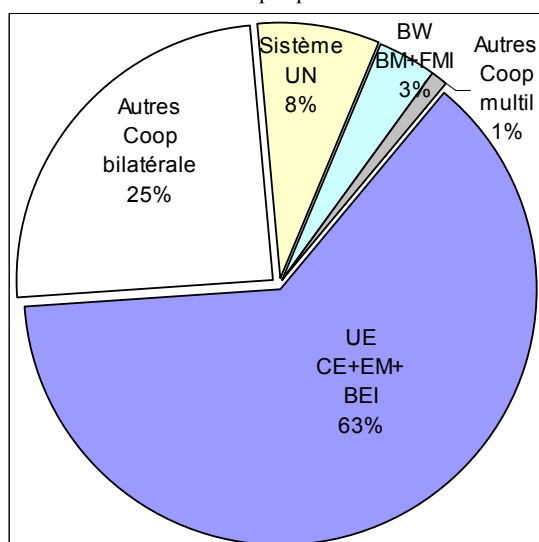
Répartition en pourcentage du financement engagé sous forme de don et de prêt.
Graphique 4



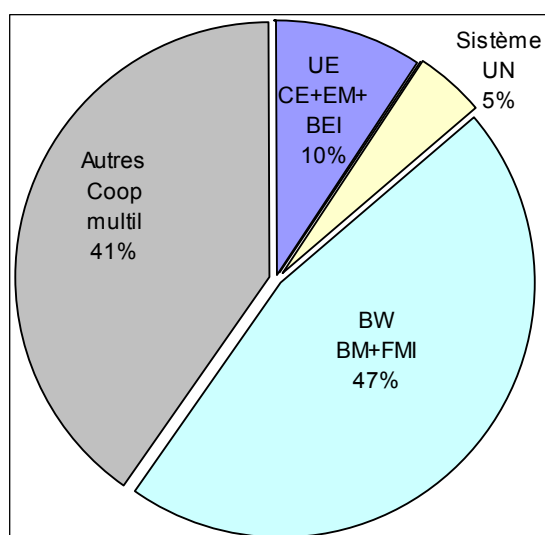
Répartition en pourcentage du financement engagé total par PTF agrégés
Graphique 5



Don engagé par PTF agrégées
Graphique 6



Prêt engagé par PTF agrégées
Graphique 7



Il est possible souligner que :

- Le financement engagé se présente sous forme de don pour 64% du montant global et sous forme de prêt pour 36% du montant global.

- La CE avec les EM et la BEI représentent 43% du financement total engagé et 63% des dons.
- La coopération bilatérale non européenne représente un volume de don important (25%).
- Les montants du prêt sont répartis entre les institutions de Bretton Woods (46%) et les autres coopérations multilatérales (40%). Le prêt imputé au Système UN est constitué par le FIDA.

1.5 Le nombre d'actions et la durée moyenne des actions par PTF

Le tableau 8 présente le nombre d'actions et la durée moyenne des actions engagées par PTF. Le financement engagé moyen par année est calculé sur le montant du financement engagé de chaque action du PTF divisé par le nombre d'années prévues pour l'action. Pour les PTF dont les dates de démarrage et de fin des actions n'étaient pas connues, il n'a pas été possible de calculer les moyennes.

Tableau 8

PTF	Nombre actions	%	Financement moyen par action en €	Durée moyenne des actions en années
AKDN	7	1,39	179 089	2,4
Allemagne	40	7,92	3 498 873	4,6
BAD	29	5,74	9 212 400	4,5
BEI	5	0,99	6 460 000	14,4
Belgique	18	3,56	2 241 193	5,9
BID	14	2,77	4 947 621	0,0
BM	18	3,56	33 274 379	6,1
BOAD	12	2,38	5 781 629	4,9
Canada	25	4,95	5 684 520	6,4
CE	28	5,54	24 003 607	4,8
Chine	5	0,99	-	-
FAO	14	2,77	261 984	1,9
FIDA	4	0,79	13 474 064	8,5
FKD	4	0,79	7 759 056	0,0
FMI	1	0,20	11 019 960	3,0
France	62	12,28	4 496 540	4,0
FSD	3	0,59	20 746 936	1,0
GB	4	0,79	53 370	2,0
Italie	12	2,38	1 047 655	2,3
Japon	4	0,79	-	2,0
OMS	23	4,55	333 526	2,0
PAM	4	0,79	6 866 725	4,0
Pays Bas	41	8,12	3 053 145	2,6
PNUD	47	9,31	1 687 821	3,0
Russie	1	0,20	-	-
Suède+Norvège	17	3,37	6 904 929	2,9
Suisse	30	5,94	2 525 740	2,5
UNESCO	4	0,79	310 510	2,0
UNFPA	10	1,98	552 879	3,4
UNICEF	14	2,77	2 549 931	5,0
USAID	5	0,99	58 828 405	10,0
Total	505	100	6 446 838	3,8

Nous pouvons remarquer que :

- Le nombre d'actions des PTF au Mali est très important (505) avec un engagement financier relativement faible (6,4M€) par action si on considère que dans la moyenne rentrent les appui budgétaires (chaque action présente un financement très élevé) et que les actions de USAID sont regroupées en 5 secteurs d'intervention.
- Le nombre d'actions et le volume de financement sont très variés entre les différents PTF. 13/31 PTF ont moins de 7 actions en cours. USAID a fourni des données agrégées qui rendent difficile une lecture correcte.
- France, Pays Bas, PNUD et Allemagne financent 37,6% des actions PTF.
- 10/28 PTF présentent un financement moyen par action entre 3 et 7 millions d'euros par action.
- 15/28 PTF ont une durée moyenne par action entre 2 et 4,5 années.

1.6 Le financement engagé moyen par année

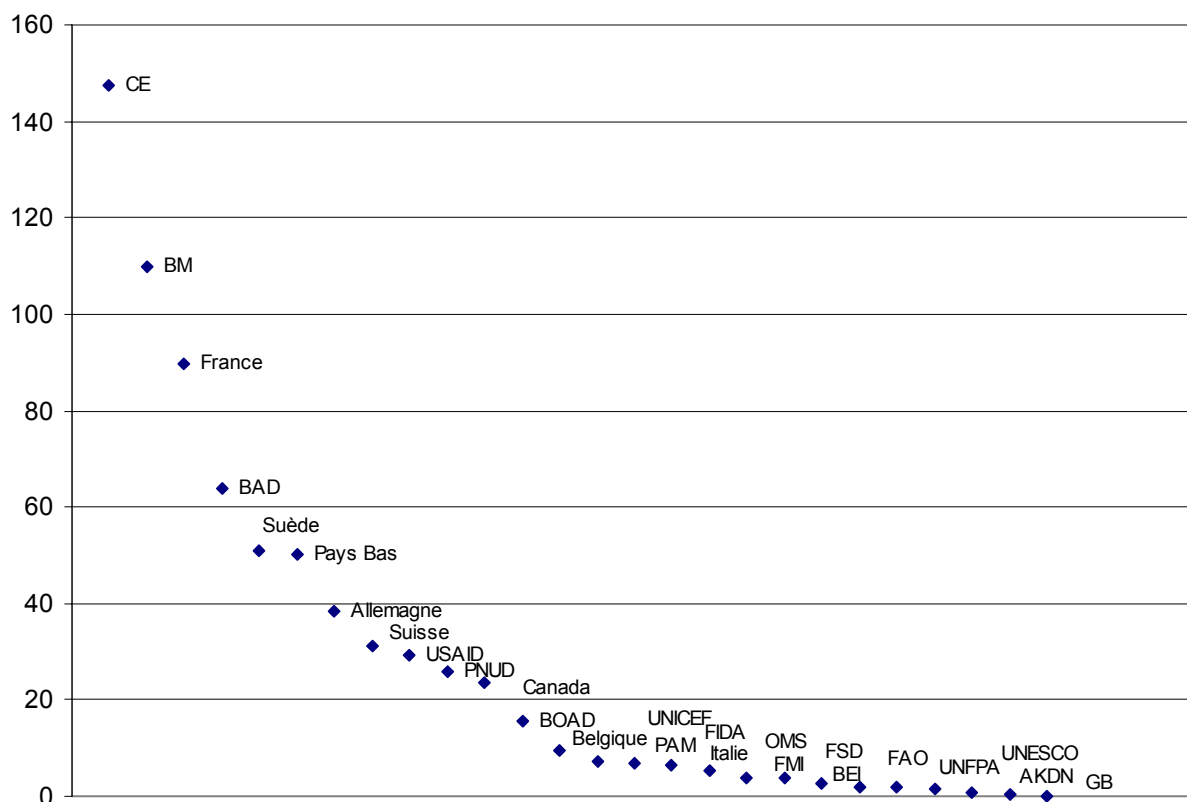
Le tableau 9 présente le financement engagé moyen par année par PTF. Le calcul du financement moyen engagé par année est basé sur le montant de chaque action divisé par la durée en années de chaque action. Cette moyenne a été rassemblée par PTF et pour le total. Elle est purement indicative.

Tableau 9

PTF		Financement engagé moyen par année en €	%
1	CE	147 539 000	20,27
2	BM	109 711 671	15,07
3	France	89 746 280	12,33
4	BAD	63 933 892	8,78
5	Suède	50 847 171	6,99
6	Pays Bas	50 277 337	6,91
7	Allemagne	38 244 596	5,25
8	Suisse	31 234 842	4,29
9	USAID	29 414 203	4,04
10	PNUD	25 695 598	3,53
11	Canada	23 403 643	3,22
12	BOAD	15 728 927	2,16
13	Belgique	9 320 481	1,28
14	UNICEF	7 139 808	0,98
15	PAM	6 866 725	0,94
16	FIDA	6 375 992	0,88
17	Italie	5 316 592	0,73
18	OMS	3 835 549	0,53
19	FMI	3 673 320	0,50
20	FSD	2 681 255	0,37
21	BEI	2 065 726	0,28
22	FAO	2 047 456	0,28
23	UNFPA	1 510 768	0,21
24	UNESCO	621 020	0,09
25	AKDN	498 781	0,07
26	GB	106 740	0,01
	Total	727 837 373	100

Le graphique 8 présente la distribution des PTF par financement engagé moyen par année, les valeurs sont exprimées en milliers d'euros.

Graphique 8



Nous pouvons souligner que :

- L'engagement moyen par année pour le Mali est important et représente un financement engagé d'environ 69 € par personne par année (base : population du Mali estimée 10,5 M d'habitants).
- La redistribution des financements engagés change pour les PTF qui représentent le groupe central du graphique par rapport au graphique 3 sur le financement engagé global. La Suède et le Pays Bas rejoignent le groupe moyen haut. USAID rentre dans le groupe central à cause de sa programmation sur 10 années.
- Les premiers 7 PTF représentent 75,6% du financement global moyen par année.
- 53,8% de PTF présentent un engagement financier moyenne par année inférieur à 10 M€.

1.7 Les décaissements par PTF

Le tableau 10 présente les financements décaissés en 2004 et 2005 par PTF.

Tableau 10

PTF		Financement décaissé 2004 en €	%	Financement décaissé 2005 en €	%
1	CE	80 860 132	19,12	98 887 088	20,68
2	BM	66 682 821	15,77	95 286 454	19,93
3	BAD	34 787 029	8,23	42 096 432	8,80
4	Pays-Bas	33 728 476	7,98	39 057 220	8,17
5	France	36 875 201	8,72	34 607 623	7,24
6	USAID	34 071 269	8,06	30 571 485	6,39
7	Suède + Norvège	11 633 160	2,75	21 767 130	4,55
8	Suisse	15 739 381	3,72	20 854 772	4,36
9	Canada	28 812 439	6,81	18 024 011	3,77
10	Allemagne	19 740 019	4,67	16 155 055	3,38
11	UNICEF	8 220 949	1,94	10 276 443	2,15
12	Belgique	7 387 015	1,75	10 000	2,09
13	FKD	496 792	0,12	7 324 785	1,53
14	PNUD	6 152 677	1,45	5 055 507	1,06
15	FMI	1 528 316	0,36	4 665 384	0,98
16	Italie	1 400 000	0,33	4 029 140	0,84
17	FIDA	9 198 984	2,18	3 493 711	0,73
18	OMS	2 632 520	0,62	3 487 141	0,73
19	FAO	1 791 681	0,42	2 413 296	0,50
20	BID	4 087 808	0,97	2 319 577	0,49
21	BEI	2 318 502	0,55	2 282 324	0,48
22	PAM	12 107 089	2,86	1 858 969	0,39
23	UNFPA	1 729 699	0,41	1 448 350	0,30
24	FSD	179 004	0,04	1 433 059	0,30
25	UNESCO	621 020	0,15	621 020	0,13
26	Grand Bretagne	95 698	0,02	95 698	0,02
	Total	422 877 680	100	478 111 672	100

Il est possible de remarquer que :

- 26/31 PTF (84%) ont fourni des informations sur les décaissements 2004-2005. Pour plusieurs, les chiffres donnés sont indicatifs. Le fait que l'étude ait été menée avant la fin de mois de mars, date de clôture de la comptabilité annuelle pour beaucoup de PTF, a rendu difficile la collecte de données.
- Les 6 premiers PTF représentent 68% des décaissements en 2004 et 71,2% des décaissements en 2005.
- 57,7% de PTF ont un décaissement inférieur à 10M€ par année.
- On constate une augmentation du montant global décaissé de 13,1% entre 2004 et 2005.

Le tableau 11 présente le décaissement prévisionnel par PTF pour les années 2006 et 2007. L'année 2008 n'a pas été prise en considération à cause du manque de données.

Tableau 11

PTF	Décaissement prévisionnel en €	
	2006	2007
Allemagne *	16 514 000	14 476 000
BAD *	48 439 943	58 127 932
BEI	-	-
Belgique	10 000	10 000
BID	-	-
BM *	96 525 194	96 525 194
Canada	34 626 571	36 782 474
CE	80 000	8 000
FAO	-	-
FIDA	-	-
FKD	-	-
FMI	3 217 506	1 608 753
France	41 256 000	27 225 000
FSD	-	-
Grand Bretagne	117 782	117 782
Italie	3 000	3 000
OMS	4 530 048	4 530 048
PAM	2 091 379	2 091 379
Pays-Bas	45 817 000	50 199 000
PNUD *	7 205 874	7 239 390
Suède + Norvège	33 638 000	32 945 000
Suisse	18 259 320	22 282 560
UNESCO	519 171	519 171
UNFPA	1 704 273	1 769 629
UNICEF	8 998 561	8 998 561
USAID	28 453 214	28 453 214
Total	484 913 837	414 891 086

* Pour Banque Mondiale, Allemagne section KFW – DEG et PNUD (année 2007) les chiffres indiqués sont des projections de l'enquêteur sur la base des dépenses 2004-2005 et des entretiens.

Plusieurs remarques sont possibles :

- Les informations sur les décaissements 2006-2007 sont partielles. Elles ont été mises à disposition de l'étude par 73,3% des PTF qui ont fourni des informations sur les décaissements.
- On constate une baisse des décaissements prévus de 14,4% entre 2006 et 2007 mais cette baisse est imputable à la faible capacité de programmation sur le décaissement des PTF.
- Les chiffres donnés par plusieurs PTF sont fortement indicatifs et il n'a pas été possible d'avoir des prévisions en particulier pour l'ABA (France).
- 17% des PTF qui ont donné des informations sur le décaissement effectué en 2004 et 2005 n'ont pas donné des informations relatives aux décaissements prévisionnels.

1.8 Les décaissement des PTF et les dépenses du budget de l'Etat malien

Le tableau 12 propose le rapport entre le décaissement des PTF et le budget global de l'Etat malien. Les dépenses du budget de l'Etat incluent aussi les dépenses effectuées par le Budget spécial d'investissement (BSI).

Le tableau 13 propose une comparaison entre les dépenses déclarées par le BSI comme financement extérieur et les décaissements des PTF hors appui budgétaire global.

Pour les années 2004 et 2005 sont pris en considération les décaissements effectués, pour l'année 2006 les décaissement prévisionnels.

Tableau 12

	Budget de l'Etat Malien Dépenses en €	Décaissement total PTF en €	%	Budget de l'Etat Malien Dépenses en FCFA	Décaissement total PTF en FCFA	%
2004 Effectué	1 200 076 801	422 877 680	35,24	787 198 778 000	277 389 574 315	35,24
2005 Effectué	1 274 826 237	478 111 672	37,50	836 231 194 000	313 620 697 948	37,50
2006 Prévisionnel	1 426 555 965	484 913 837	33,99	935 759 371 000	318 082 625 777	33,99

Tableau 13

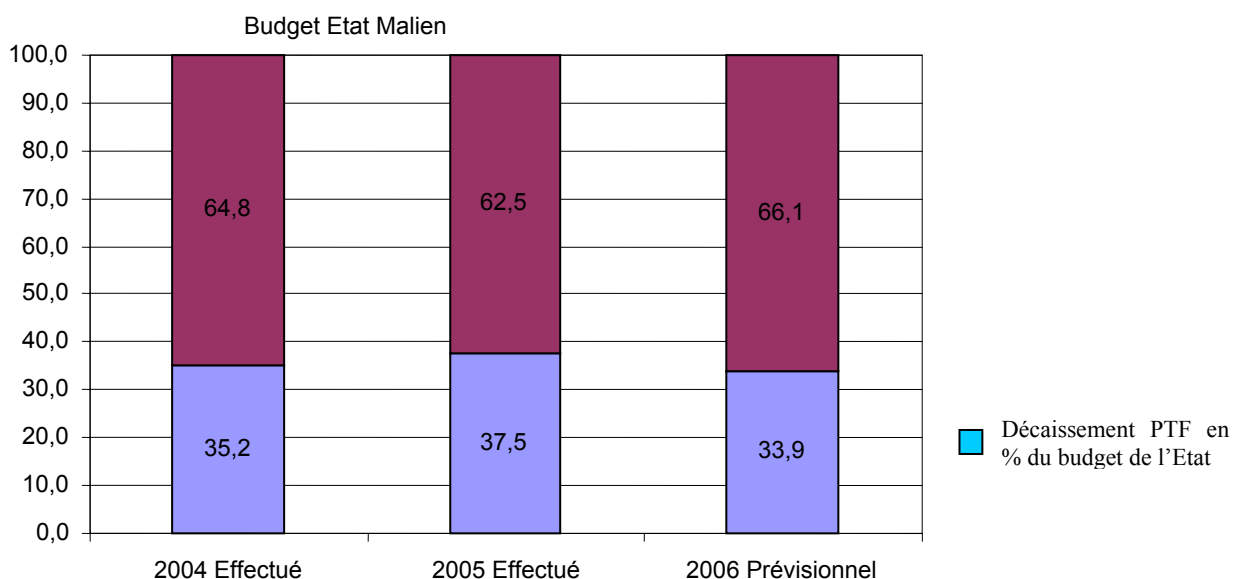
	BSI financement extérieur en €	Décaissement PTF hors ABG en €	%	Décaissement PTF hors ABG en FCFA	BSI financement extérieur en FCFA	%
2004 Effectué	346 249 830	370 462 569	106,99	227 125 000	243 007 515 348	106,99
2005 Effectué	354 503 420	386 540 369	109,04	232 539 000	253 553 860 746	109,04
2006 Prévisionnel	355 915 098	*408 424 582	114,75	233 465 000	267 908 963 745	114,75

Sources : Ministère de l'économie et des finances, Direction Nationale du Budget

* Projection de l'enquêteur : la donnée 2006, n'étant pas disponible par ABG, a été calculée sur la moyenne en pourcentage du décaissement en ABG pour les année 2004 et 2005.

Le graphique 9 présente la partie en pourcentage couverte par les décaissements des PTF des dépenses du budget de l'Etat malien.

Graphique 9



1.9 Le type de financement

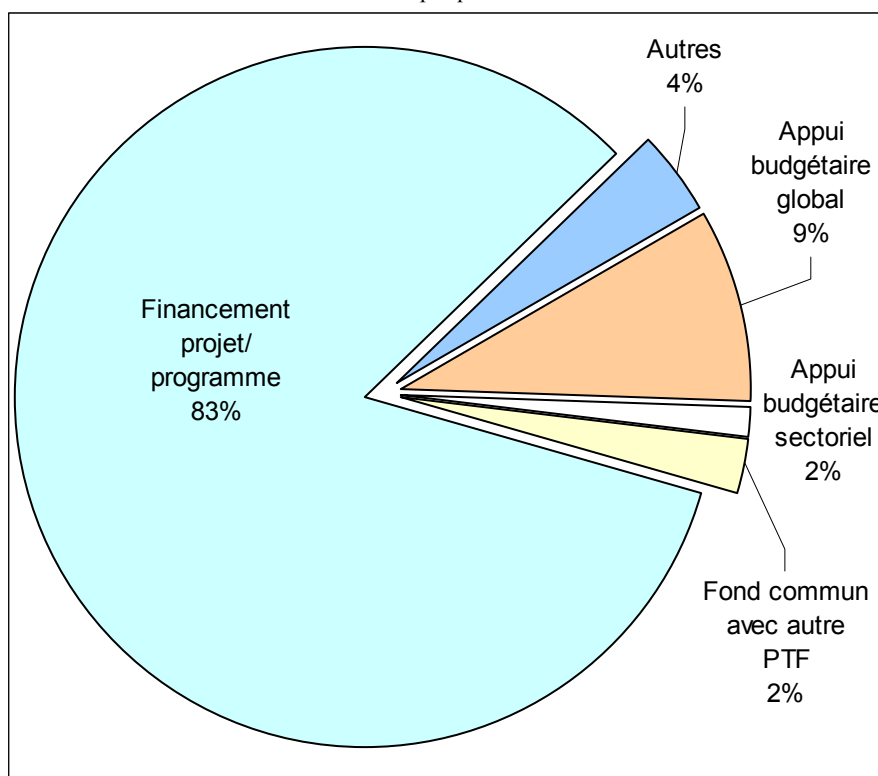
Le tableau 14 présente la répartition des financements engagés totaux et du nombre d'actions par modalité de financement.

Tableau 14

	Type de financement	Financement engagé total en €	%	Nombre d'actions	%
1	Appui budgétaire global	285 749 375	8,78	13	2,57
2	Appui budgétaire sectoriel	51 799 638	1,59	4	0,79
3	Fond commun avec autre PTF	79 354 317	2,44	12	2,38
4	Financement projet/ programme	2 715 314 901	83,40	457	90,50
5	Autres	123 434 710	3,79	19	3,76
	Total	3 255 652 942	100	505	100

Le graphique 10 présente la répartition en pourcentage du financement engagé total des PTF par type de financement.

Graphique 10



Nous pouvons souligner que :

- La grande majorité du financement est engagé sur des programmes et projet. En parallèle les actions sont encore plus fortement concentrées sur l'aide projet/programme.
- Le 'panier commun' et l'ABS sont des modalités de financement très faiblement utilisés par les PTF (Suisse, Suède+Norvège, Canada, Pays Bas, Belgique, PNUD).
- La catégorie 'autres' est caractérisée par l'aide alimentaire directe.
- 6 PTF sont engagés actuellement dans l'ABA : la CE couvre 67,3% du financement par ABG, les autres PTF sont : France (9,8%), Suède+Norvège (8,5%), BM (7%) FMI (3,9%), Pays Bas (3,5%).

Le tableau 15 présente la répartition en pourcentage par PTF par type de financement du montant engagé total.

Tableau 15

Modalité de financement	PTF	Financement engagé en €	%
ABG	CE	192 420 000	67,34
	France	28 000	9,80
	Suède+Norvège	24 200 000	8,47
	BM	20 109 415	7,04
	FMI	11 019 960	3,86
	Pays Bas	10 000	3,50
Total ABG		285 749 375	100,00
ABS	Suède+Norvège	48 400 000	93,44
	Suisse	3 399 638	6,56
Total ABS		51 799 638	100,00
Panier commun	Pays Bas	58 310 149	73,48
	Belgique	8 475 897	10,68
	Suisse	5 377 215	6,78
	Canada	4 354 307	5,49
	PNUD	2 836 749	3,57
Total Paniers commun		79 354 317	100,00
Projet / Programme	BM	578 829 411	21,32
	CE	479 681 000	17,67
	USAID	294 142 027	10,83
	BAD	248 994 630	9,17
	France	248 273 220	9,14
	Allemagne	139 954 912	5,15
	PNUD	76 329 985	2,81
	Canada	71 679 603	2,64
	BOAD	69 379 548	2,56
	BID	69 266 697	2,55
	Suisse	62 894 723	2,32
	FSD	62 240 808	2,29
	Pays Bas	56 868 795	2,09
	FIDA	53 896 255	1,98
	Suède+Norvège	39 833 790	1,47
	UNICEF	35 699 038	1,31
	BEI	32 300 000	1,19
	Belgique	31 865 569	1,17
	FKD	31 036 226	1,14
	Italie	12 571 863	0,46
	OMS	7 671 098	0,28
	UNFPA	5 528 791	0,20
	FAO	3 667 772	0,14
AKDN	1 253 621	0,05	
	UNESCO	1 242 040	0,05
Total Projet / Programme	GB	213 480	0,01
		2 715 314 901	100,00
Autres	Canada	66 079 100	53,53
	PAM	27 466 901	22,25
	BAD	18 164 979	14,72
	Suède+Norvège	4 950 000	4,01
	Suisse	4 100 610	3,32
	France	2 512 245	2,04
	PNUD	160 875	0,13
Total Autres		123 434 710	100,00
Total		3 255 652 942	

2 LES SECTEURS D'INTERVENTION

Le CSLP est reconnu par tous les PTF comme le cadre de référence pour la programmation et la mise en œuvre des politiques de développement au Mali. Sur cette base, il a été retenu de prendre comme cadre de référence pour l'analyse sectorielle la répartition proposée par le CSLP. L'identification des axes et des secteurs du CSLP, correspondants aux actions, a été faite par les PTF eux-mêmes sauf pour les PTF dont les informations ont été mises à dispositions par la Direction générale de la dette publique.

Pour la lecture de cette section il est nécessaire de tenir en compte deux contraintes majeures :

- Dans le CSLP le cadrage macro-économique a été retenu comme l'axe préalable de toute la stratégie de réduction de la pauvreté. Il ne représente pas un axe stratégique prioritaire. Pour une lecture cohérente des interventions des PTF les actions et les financements concernant l'appui budgétaire global (et non pour l'appui budgétaire sectoriel) ont été classifiés par l'étude comme appui au macro-économique.
- Pour plusieurs actions, il a été difficile de trouver une classification précise à cause du caractère transversal de l'action. Dans ces cas, les actions n'ont pas été réparties sur plusieurs axes ou secteurs.

2.1 Les financements engagés sur la base des axes de concentration du CSLP

Le tableau 16 présente la répartition du financement acquis total par axes de CSLP.

Tableau 16

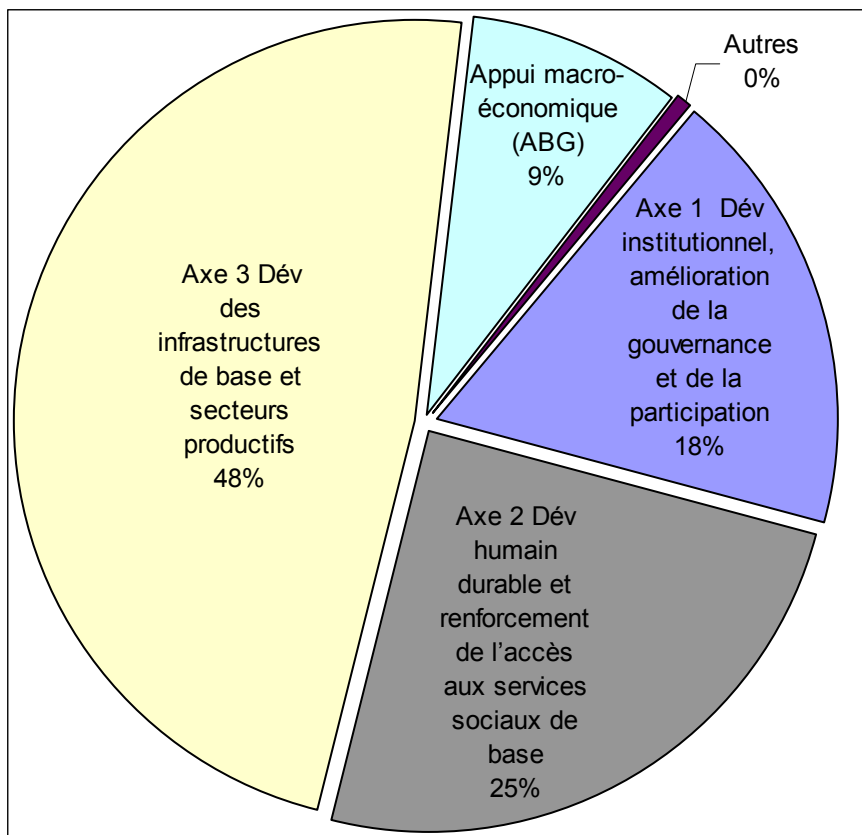
Axes CSLP	Financement engagé total en €	%
Axe 1 Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et de la participation	585 411 596	17,98
Axe 2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base	806 328 751	24,77
Axe 3 Développement des infrastructures de base et secteurs productifs	1 561 972 918	47,98
Appui macro-économique (ABG)	285 749 375	8,78
Autres	16 190 302	0,50
Total	3 255 652 942	100

Des considérations peuvent être proposées :

- L'axe 1 représente 18% des engagements. La CE a un poids important dans l'axe 1 avec USAID (environ 23%).
- L'axe 2, qui rassemble les secteurs sociaux, concentre 25% des financements engagés. Les PTF plus engagés sont USAID (19,2%), la BM (11,3%), et la Suède+Norvège (10,2%).
- La moitié des engagements sont concentrés dans le troisième axe du CSLP. Dans cet axe on retrouve les infrastructures et le secteur productif avec le développement rural. On constate une concentration de financements entre la BM (27,1%), la CE (19,5%), et la BAD (11,2%).

Le graphique 11 présente la répartition en pourcentage des financements engagés sur la base des axes de concentration du CSLP.

Graphique 11



Le tableau 17 présente les financements engagés par PTF répartis par axes de concentration du CSLP. Les montants sont en euros.

Tableau 17

PTF	Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et de la participation		Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base		Développement des infrastructures de base et secteurs productifs		Appui macro-économique (ABG)		Autres		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
AKDN	635 458	0,11	376 850	0,05	241 313	0,02					1 253 621	0,04
Allemagne	32 721 000	5,59	34 330 859	4,26	72 503 053	4,64			400 000	2,47	139 954 912	4,30
BAD	17 680 579	3,02	74 101 004	9,19	175 378 026	11,23					267 159 609	8,21
BEI					32 300 000	2,07					32 300 000	0,99
Belgique	10 116 732	1,73	19 824 789	2,46	10 399 945	0,67					40 341 466	1,24
BID			9 443 367	1,17	59 823 330	3,83					69 266 697	2,13
BM	64 350 129	10,99	90 894 557	11,27	423 584 724	27,12	20 109 415	7,04			598 938 826	18,40
BOAD		0,00			69 379 548	4,44					69 379 548	2,13
Canada	44 672 397	7,63	68 804 697	8,53	23 708 038	1,52			4 927 879	30,44	142 113 010	4,37
CE	136 710 000	23,35	38 862 000	4,82	304 109 000	19,47	192 420 000	67,34			672 101 000	20,64
Chine												
FAO					3 667 772	0,23					3 667 772	0,11
FIDA					53 896 255	3,45					53 896 255	1,66
FKD			7 265 034	0,90	23 771 192	1,52					31 036 226	0,95
FMI							11 019 960	3,86			11 019 960	0,34
France	35 523 502	6,07	67 931 357	8,42	142 186 201	9,10	28 000	9,80	5 144 405	31,77	278 785 465	8,56
FSD					62 240 808	3,98					62 240 808	1,91
GB			149 681	0,02	63 799	0,00					213 480	0,01
Italie			3 308 254	0,41	8 763 609	0,56			500 000	3,09	12 571 863	0,39
Japon												
OMS			7 671 098	0,95							7 671 098	0,24
PAM			17 622 888	2,19	9 844 013	0,63					27 466 901	0,84
Pays Bas	6 484 334	1,11	64 953 111	8,06	43 741 499	2,80	10 000	3,50			125 178 944	3,84
PNUD	70 741 256	12,08	2 855 537	0,35	5 730 817	0,37					79 327 609	2,44
Russie												
Suède+Norvège	5 285 645	0,90	82 421 257	10,22	5 476 888	0,35	24 200 000	8,47			117 383 790	3,61
Suisse	17 555 253	3,00	21 835 826	2,71	31 163 089	2,00			5 218 018	32,23	75 772 186	2,33
UNESCO			1 242 040	0,15							1 242 040	0,04
UNFPA			5 528 791	0,69							5 528 791	0,17
UNICEF	3 595 563	0,61	32 103 475	3,98							35 699 038	1,10
USAID	139 339 748	23,80	154 802 279	19,20							294 142 027	9,03
Total	585 411 596	100	806 328 751	100	1 561 972 918	100	285 749 375	100	16 190 302	100	3 255 652 942	100

NB : Une partie non déterminée (définie minime par le responsable des programmes) du financement USAID est un appui budgétaire sectoriel.

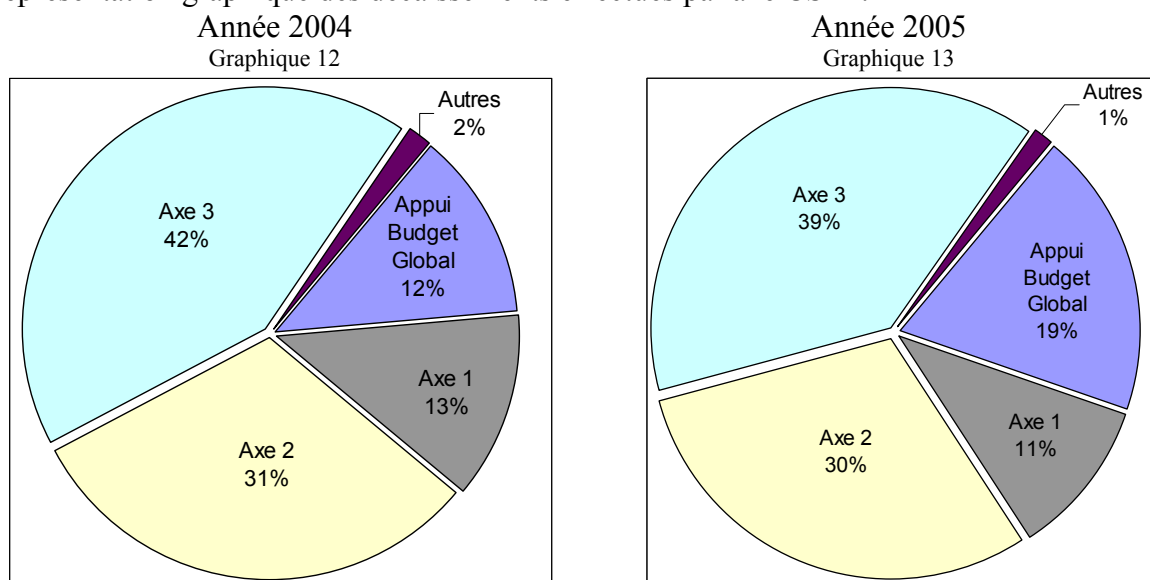
2.2 Les décaissements par axes CSLP et par PTF

Le tableau 18 présente les décaissements par axes CSLP pour l'année 2004 et 2005. Les montants sont en euros.

Tableau 18

Axe CSLP	2004	%	2005	%
Axe 1 Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et participation	52 415 111	12,39	91 571 303	19,15
Axe 2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base	53 664 146	12,69	50 383 616	10,54
Axe 3 Développement des infrastructures de base et secteurs productifs	131 046 465	30,99	143 260 844	29,96
Appui macro-économique (ABG)	178 773 560	42,28	186 780 108	39,07
Autres	6 978 397	1,65	6 115 801	1,28
Total	422 877 680	100	478 111 672	100

Représentation graphique des décaissements effectués par axe CSLP.



Nous pouvons souligner les aspects suivants :

- Entre 2004 et 2005 on constate une augmentation des décaissements des PTF de 13,06%.
- Une augmentation importante en volume et pourcentage (74,7%) est remarquée entre les décaissements de l'appui budgétaire 2004 et 2005. Il faut souligner aussi la différence avec le financement engagé total (9% pour ABG). Il est évident qu'il existe une difficulté de programmation, sur le long terme, de ce type de financement. La CE représente 57% de ces décaissements en 2004 et en 2005 43,2%.
- Une baisse de volume et en pourcentage du décaissement sur l'axe 1 est constatée. La CE représente 21% du décaissement de cet axe pour 2004 et 17,3% pour 2005 avec la BM (17,9%).
- Le décaissement des axes 2 et 3 est stable. La différence importante entre le financement engagé et le décaissement peut être expliquée sur la base des engagements sur le long terme des actions sur les infrastructures.
- Pour l'axe 2 les décaissements plus importants sont effectués en 2005 par la BM (15%) et les Pays Bas, le Canada et USAID (environ 13%) et en 2004 par le Pays Bas 15,2%.
- Pour l'axe 3 la CE et la BM représentent la moitié des décaissements.

Le tableau 19 présente les décaissements effectués en 2004 par chaque PTF par axes CSLP. Les montants sont en euros.

Tableau 19

PTF	Axe 1 Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et participation	%	Axe 2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base	%	Axe 3 Développement des infrastructures de base et secteurs productifs	%	Appui macro-économique (ABG)	%	Autres	%
Allemagne	0	0,00	5 216 857	9,72	3 873 446	2,96	10 513 921	5,88	135 795	1,95
BAD	0	0,00	7 252 985	13,52	8 457 286	6,45	19 076 759	10,67	0	0,00
BEI	0	0,00	0	0,00	0	0,00	2 318 502	1,30	0	0,00
Belgique	0	0,00	50 940	0,09	5 184 069	3,96	1 772 941	0,99	379 065	5,43
BID	0	0,00	0	0,00	677 599	0,52	3 410 208	1,91	0	0,00
BM	0	0,00	3 137 069	5,85	19 707 227	15,04	43 838 525	24,52	0	0,00
Canada	0	0,00	7 273 116	13,55	17 463 148	13,33	4 076 175	2,28	0	0,00
CE	29 886 795	57,02	11 269 851	21,00	1 889 474	1,44	37 814 011	21,15	0	0,00
FAO	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1 791 681	1,00	0	0,00
FIDA	0	0,00	0	0,00	0	0,00	9 198 984	5,15	0	0,00
FKD	0	0,00	0	0,00	212 480	0,16	284 311	0,16	0	0,00
FMI	1 528 316	2,92	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
France	5 500 000	10,49	4 226 374	7,88	8 146 462	6,22	18 759 424	10,49	242 941	3,48
FSD	0	0,00	0	0,00	0	0,00	179 004	0,10	0	0,00
GB	0	0,00	0	0,00	63 800	0,05	31 898	0,02	0	0,00
Italie	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1 400 000	0,78	0	0,00
OMS	0	0,00	0	0,00	2 632 520	2,01	0	0,00	0	0,00
PAM	0	0,00	0	0,00	9 368 673	7,15	2 738 417	1,53	0	0,00
Pays-Bas	10 000 000	19,08	1 415 946	2,64	18 077 042	13,79	4 235 488	2,37	0	0,00
PNUD	0	0,00	4 305 024	8,02	666 024	0,51	1 181 629	0,66	0	0,00
Suède +Norvège	5 500 000		0		5 781 930		250 910		100 320	
Suisse	0		2 907 798		2 728 469		3 982 837		6 120 276	
UNESCO	0	0,00	0	0,00	621 020	0,47	0	0,00	0	0,00
UNFPA	0	0,00	0	0,00	1 729 699	1,32	0	0,00	0	0,00
UNICEF	0	0,00	747 499	1,39	7 473 449	5,70	0	0,00	0	0,00
USAID	0	0,00	5 860 688	10,92	16 292 648	12,43	11 917 933	6,67	0	0,00
Total	52 415 111	100	53 664 146	100	131 046 465	100	178 773 560	100	6 978 397	100

Le tableau 20 présente les décaissements effectués en 2005 par chaque PTF par axes CSLP. Les montants sont en euros.

Tableau 20

PTF	Axe 1 Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et participation	%	Axe 2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base	%	Axe 3 Développement des infrastructures de base et secteurs productifs	%	Appui macro-économique (ABG)	%	Autres	%
Allemagne	0	0,00	5 514 659	10,95	5 165 670	3,61	5 317 813	2,85	156 913	2,57
BAD	0	0,00	2 661 927	5,28	13 485 444	9,41	25 949 061	13,89	0	0,00
BEI	0	0,00	0	0,00	0	0,00	2 282 324	1,22	0	0,00
Belgique	0	0,00	500 000	0,99	6 000 000	4,19	3 000 000	1,61	500 000	8,18
BID	0	0,00	0	0,00	1 146 447	0,80	1 173 130	0,63	0	0,00
BM	20 109 415	21,96	9 009 018	17,88	15 323 374	10,70	50 844 646	27,22	0	0,00
Canada	0	0,00	4 661 589	9,25	9 785 293	6,83	3 577 128	1,92	0	0,00
CE	39 596 504	43,24	8 731 530	17,33	3 005 294	2,10	47 553 760	25,46	0	0,00
FAO	0	0,00	0	0,00	0	0,00	2 413 296	1,29	0	0,00
FIDA	0	0,00	0	0,00	0	0,00	3 493 711	1,87	0	0,00
FKD	0	0,00	0	0,00	59 696	0,04	7 265 089	3,89	0	0,00
FMI	4 665 384	5,09	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
France	9 500 000	10,37	2 870 661	5,70	14 061 041	9,81	7 623 681	4,08	552 240	9,03
FSD	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1 433 059	0,77	0	0,00
GB	0	0,00	0	0,00	63 800	0,04	31 898	0,02	0	0,00
Italie	0	0,00	0	0,00	755 365	0,53	2 773 775	1,49	500 000	8,18
OMS	0	0,00	0	0,00	3 487 141	2,43	0	0,00	0	0,00
PAM	0	0,00	0	0,00	1 438 901	1,00	420 068	0,22	0	0,00
Pays-Bas	10 000 000	10,92	2 236 963	4,44	21 809 081	15,22	4 744 951	2,54	266 225	4,35
PNUD	0	0,00	3 024 456	6,00	1 060 973	0,74	970 078	0,52	0	0,00
Suède +Norvège	7 700 000	8,41	682 000	1,35	13 152 480	9,18	89 650	0,05	143 000	2,34
Suisse	0	0,00	5 429 907	10,78	4 633 928	3,23	6 793 515	3,64	3 997 423	65,36
UNESCO	0		0		621 020		0		0	
UNFPA	0		0		1 448 350		0		0	
UNICEF	0	0,00	643 270	1,28	9 633 173	6,72	0	0,00	0	0,00
USAID	0	0,00	4 417 636	8,77	17 124 374	11,95	9 029 475	4,83	0	0,00
Total	91 571 303	100	50 383 616	100	143 260 844	100	186 780 108	100	6 115 801	100

2.3 Les financements engagés par secteurs d'intervention du CSLP

Le tableau 21 présente la répartition des financements engagés par axe et par secteurs du CSLP.

Tableau 21

Axes CSLP	Secteur CSLP	Financement engagés en €	% sur total	% sur axe
1 Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et de la participation	1.1 Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, efficacité de l'aide extérieure)	192 331 099	5,91	32,85
	1.2 Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation	364 284 472	11,19	62,23
	1.3 Lutte contre la corruption et Secteur de la justice	8 656 654	0,27	1,48
	1.4 Culture et Tourisme	11 353 620	0,35	1,94
	1.5 Paix et sécurité	8 785 751	0,27	1,50
Total 1		585 411 596	17,98	100,00
2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base	2.1 Services de Santé, Nutrition et Population	328 594 035	10,09	40,75
	2.2 Services d'éducation et d'alphabétisation	324 896 637	9,98	40,29
	2.3 Cadre de vie (Eau et Assainissement, Habitat, Pollutions et nuisances)	124 209 494	3,82	15,40
	2.4 Genre	3 502 791	0,11	0,43
	2.5 Emploi et Formation professionnelle	9 112 100	0,28	1,13
	2.6 Solidarité et Protection Sociale	10 623 236	0,33	1,32
	2.7 Situation des enfants et rôle de la famille	5 390 459	0,17	0,67
	2.8 Migration	-	-	-
Total 2		806 328 751	24,77	100,00
3 Développement des infrastructures de base et secteurs productifs	3.1 Infrastructures de base (Transport, Communication, Energie, Zones industrielles)	727 805 095	22,36	46,60
	3.2 Secteurs productifs primaire (Sécurité alimentaire, Développement rural, Agriculture, Elevage, Gestion durable des ressources), secondaire et tertiaire et secteur privée.	737 295 795	22,65	47,20
	3.3 Activités génératrices de revenu	96 872 027	2,98	6,20
Total 3		1 561 972 918	47,98	100,00
4 Appui macro-économique (ABG)		285 749 375	8,78	
5 Autres		16 190 302	0,50	
Total		3 255 652 942	100	

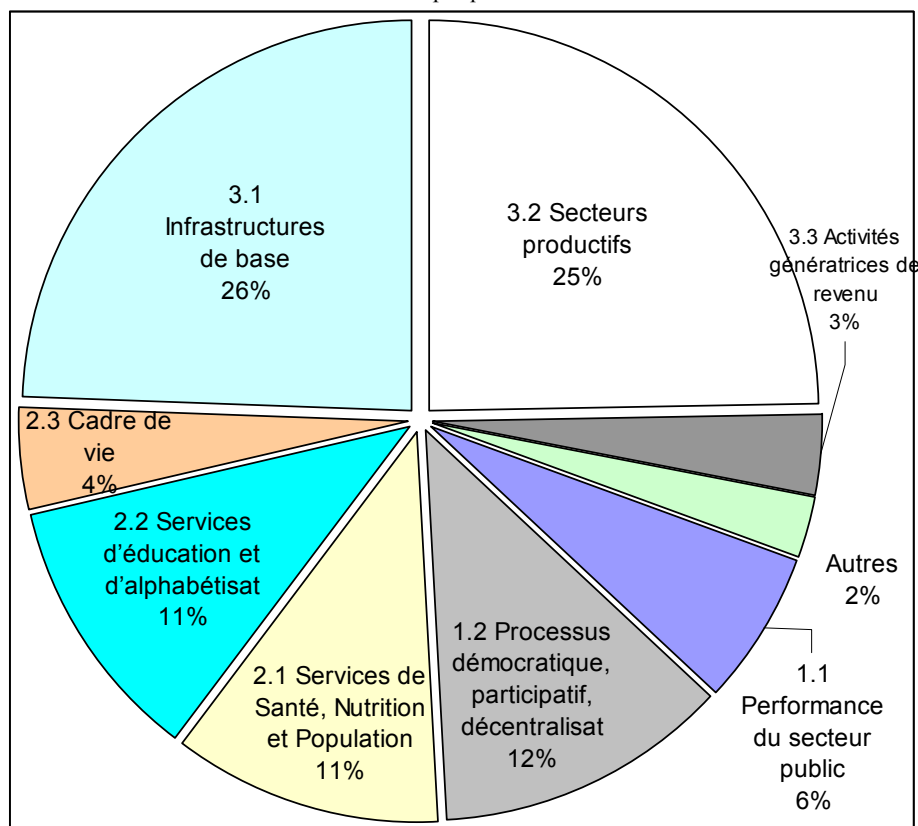
Nous pouvons souligner que :

- Les infrastructures et le secteur productif couvrent environ la moitié des financements engagés (axe 3).
- La répartition des financements engagés sur les secteurs Santé, Education, Démocratie et décentralisation est environ de 10%.
- Les secteurs Justice, Culture et tourisme, Paix et sécurité, Genre, Emploi et formation professionnelle, Solidarité et protection sociale, Situation des enfants et rôle de la famille, restent très marginaux d'un point de vue des financements engagés.
- Dans le secteur migration aucun financement n'a été engagé.
- Dans l'axe 1 on constate deux pôles de concentration financière (Performance secteur public et Démocratie et décentralisation) avec 10 et 11 PTF par secteur.
- Dans l'axe 2 on constate trois pôles de concentration : Santé (20 PTF), Education (18 PTF), Eau et assainissement (13 PTF).
- Dans l'axe 3 le secteur infrastructures rassemble 12 PTF et 47% du financement engagé, le secteur productif rassemble 20 PTF et 47% des financements engagés.

Les graphiques 14, 15, 16, 17 montrent la répartition en pourcentages des financements engagés par secteurs de développement.

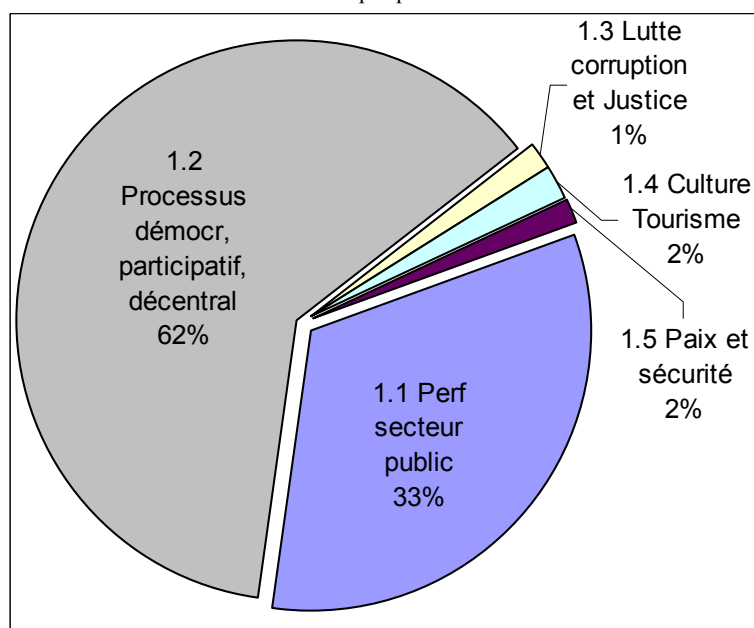
Les secteurs CSLP, vision globale hors ABG

Graphique 14



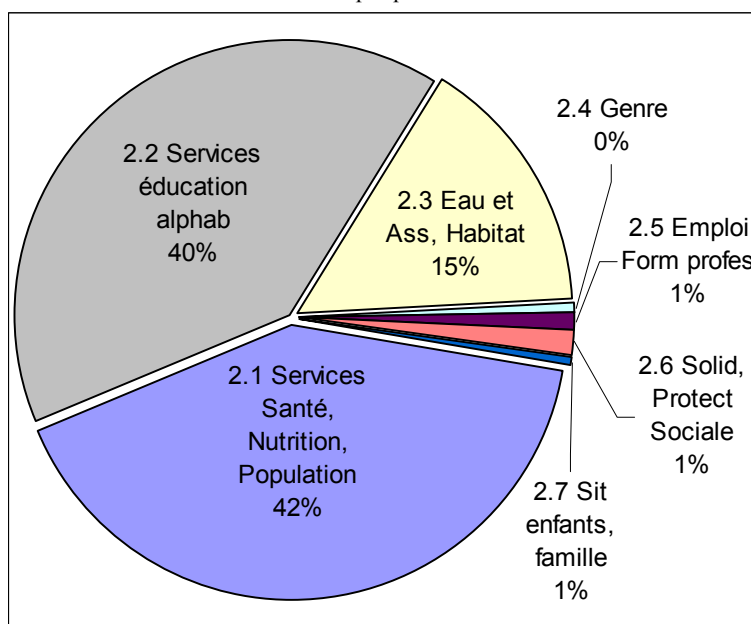
Axe 1 Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et de la participation.
Répartition en pourcentage des financements par secteurs d'intervention.

Graphique 15



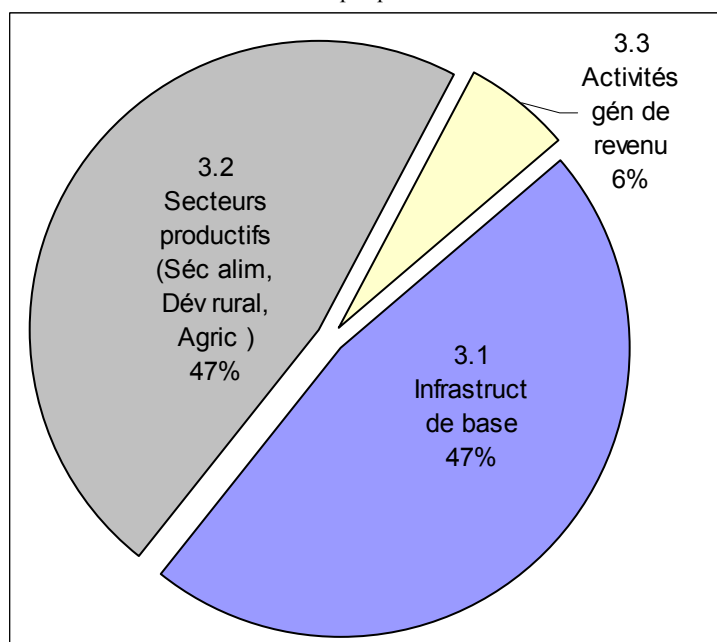
Axe 2 Développement humain durable et renforcement de l'accès aux services sociaux de base.
Répartition en pourcentage des financements par secteurs d'intervention.

Graphique 16



Axe 3 Développement des structures de base et secteurs productifs.
Répartition en pourcentage des financements par secteurs d'intervention.

Graphique 17



Le tableau 22 présente la répartition des montants des financements engagés par PTF et par secteur du CSLP (en milliers d'euros).

UE = CE + EM + BEI : Répartition des montants des financements engagés par secteur d'engagement (en milliers d'euros).

Tableau 22a

	CE		France		Allemagne		Pays Bas		Suède+Norvège		Belgique		BEI		Italie		GB	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1.1 Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, efficacité de l'aide extérieure)	7.745	1,15	10 708	3,84	3.942	2,82	475	0,38										
1.2 Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation	119.000	17,71	19 296	6,92	28.561	20,41	5.595	4,47	5.286	4,50	8 071	20,01						
1.3 Lutte contre la corruption et Secteur de la justice			1 520	0,55														
1.4 Culture et Tourisme	9.965	1,48			218	0,16	415	0,33										
1.5 Paix et sécurité			4 000	1,43							2 046	5,07						
2.1 Services de Santé, Nutrition et Population	10.500	1,56	15 255	5,47	7.216	5,16	15.146	12,10	19.250	16,40	10 183	25,24			2.217	17,63	64	30,05
2.2 Services d'éducation et d'alphabétisation			20 100	7,21	10.601	7,57	43.810	35,00	52.800	44,98	476	1,18			241	1,92	86	40,38
2.3 Cadre de vie (Eau et Assainissement, Habitat, Pollutions et nuisances)	28.362	4,22	22 803	8,18	16.296	11,64	5.997	4,79	7.370	6,28	8 536	21,16						
2.4 Genre					218	0,16												
2.5 Emploi et Formation professionnelle											630	1,56						
2.6 Solidarité et Protection Sociale			9 773	3,51											850	6,76		
2.7 Situation des enfants et rôle de la famille									3.001	2,56								
3.1 Infrastructures de base (Transport, Communication, Energie, Zones industrielles)	272.109	40,49	94 785	34,00	12.054	8,61							16 300	50,46				
3.2 Secteurs productifs primaire (Sécurité alimentaire, Développement rural, Agriculture, Elevage, Gestion dur ressources), secondaire et tertiaire et secteur privée.	32.000	4,76	47 401	17,00	59.841	42,76	29.221	23,34	4.975	4,24	9 860	24,44	1 000	3,10	8.764	69,71	64	30,05
3.3 Activités génératrices de revenu					608	0,43	14.520	11,60	502	0,43	540	1,34	15 000	46,44				
Appui macro-économique (ABG)	192.420	28,63	28 000	10,04			10.000	7,99	24.200	20,62								
Autres			5 144	1,85	400	0,29									500	3,98		
Total	672.101	100	278 785	100	139.955	100	125.179	100	117.384	100	40 341	100	32 300	100	12.572	100	213	100

Autres Bilatéraux et Institutions Bretton Woods : Répartition des montants des financements engagés par secteur d'engagement (en milliers d'euros).

Tableau 22b

	USAID		Canada		Suisse		FMI		BM	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1.1 Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, efficacité de l'aide extérieure)	90.687	30,83	33.785	23,77	5 648	7,45				
1.2 Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation	48.653	16,54	4.354	3,06	11 907	15,71			64.350	10,74
1.3 Lutte contre la corruption et Secteur de la justice			6.533	4,60						
1.4 Culture et Tourisme										
1.5 Paix et sécurité										
2.1 Services de Santé, Nutrition et Population	105.132	35,74	20.309	14,29	8 816	11,63			52.687	8,80
2.2 Services d'éducation et d'alphabétisation	49.670	16,89	46.834	32,96	1 934	2,55			36.197	6,04
2.3 Cadre de vie (Eau et Assainissement, Habitat, Pollutions et nuisances)					4 522	5,97				
2.4 Genre			1.662	1,17	294	0,39				
2.5 Emploi et Formation professionnelle					6 270	8,27			2.011	0,34
2.6 Solidarité et Protection Sociale										
2.7 Situation des enfants et rôle de la famille										
3.1 Infrastructures de base (Transport, Communication, Energie, Zones industrielles)			13.156	9,26	4 023	5,31			136.744	22,83
3.2 Secteurs productifs primaire (Sécurité alimentaire, Développement rural, Agriculture, Elevage, Gestion durable des ressources), secondaire et tertiaire et secteur privée.			5.285	3,72	23 310	30,76			242.600	40,50
3.3 Activités génératrices de revenu			5.267	3,71	3 830	5,05			44.241	7,39
Appui macro-économique (ABG)							11.020	100,00	20.109	3,36
Autres			4.928	3,47	5 218	6,89				
Total	294.142	100	142.113	100	75 772	100	11.020	100	598.939	100

Système Nations Unies : Répartition des montants des financements engagés par secteur d'engagement (en milliers d'euros).

Tableau 22c

	PNUD		FIDA		UNICEF		PAM		OMS		UNFPA		FAO		UNESCO		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			Montant	%	
1.1 Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, efficacité de l'aide extérieure)	18 785	23,68			2.876	8,06											
1.2 Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation	48 492	61,13			720	2,02											
1.3 Lutte contre la corruption et Secteur de la justice	603	0,76															
1.4 Culture et Tourisme	121	0,15															
1.5 Paix et sécurité	2 740	3,45															
2.1 Services de Santé, Nutrition et Population	644	0,81			13.489	37,79	2.591	9,43	7.498	97,74	4.350	78,68					
2.2 Services d'éducation et d'alphabétisation	965	1,22			13.718	38,43	15.032	54,73			895	16,19			1.242	100,00	
2.3 Cadre de vie (Eau et Assainissement, Habitat, Pollutions et nuisances)					2.564	7,18			173	2,26							
2.4 Genre	1 046	1,32									283	5,12					
2.5 Emploi et Formation professionnelle	201	0,25															
2.6 Solidarité et Protection Sociale																	
2.7 Situation des enfants et rôle de la famille					2.333	6,54											
3.1 Infrastructures de base (Transport, Communication, Energie, Zones industrielles)	3 536	4,46															
3.2 Secteurs productifs primaire (Sécurité alimentaire, Développement rural, Agriculture, Elevage, Gestion durable des ressources), secondaire et tertiaire et secteur privée.	2 195	2,77	41.773	77,51			9.844	35,84					3 668	100,00			
3.3 Activités génératrices de revenu			12.123	22,49													
Appui macro-économique (ABG)																	
Autres																	
Total	79 328	100	53.896	100	35.699	100	27.467	100	7.671	100	5.529	100	3 668	100	1.242	100	

Autres : Répartition des montants des financements engagés par secteur d'engagement (en milliers d'euros).

Tableau 22d

	BAD		BOAD		BID		FSD		FKD		AKDN	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1.1 Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, efficacité de l'aide extérieure)	17.681	6,62										
1.2 Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation												
1.3 Lutte contre la corruption et Secteur de la justice												
1.4 Culture et Tourisme											635	50,64
1.5 Paix et sécurité												
2.1 Services de Santé, Nutrition et Population	28.119	10,53			5.086	7,34					43	3,43
2.2 Services d'éducation et d'alphabétisation	30.275	11,33									20	1,59
2.3 Cadre de vie (Eau et Assainissement, Habitat, Pollutions et nuisances)	15.707	5,88			4.357	6,29			7.265	23,41	257	20,49
2.4 Genre												
2.5 Emploi et Formation professionnelle												
2.6 Solidarité et Protection Sociale												
2.7 Situation des enfants et rôle de la famille											56	4,47
3.1 Infrastructures de base (Transport, Communication, Energie, Zones industrielles)	18.928	7,08	57.854	83,39	36.076	52,08	62.241	100,00				
3.2 Secteurs productifs primaire (Sécurité alimentaire, Développement rural, Agriculture, Elevage, Gestion durable des ressources), secondaire et tertiaire et secteur privée.	156.450	58,56	11.525	16,61	23.748	34,28			23.771	76,59		
3.3 Activités génératrices de revenu											241	19,22
Appui macro-économique (ABG)												
Autres												
Total	267.160	100	69.380	100	69.267	100	62.241	100	31.036	100	1.254	100

2.3.1 Axe 1 : Développement institutionnel, amélioration de la gouvernance et de la participation. PTF et financement engagé par secteur.

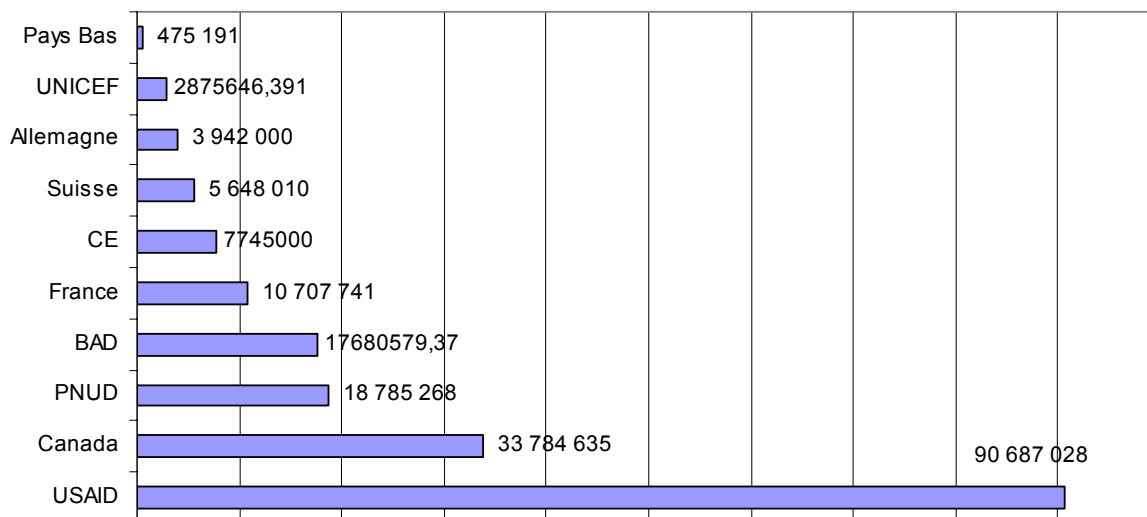
Répartition des financements engagés par secteurs de l'axe 1 par PTF, montants en euros.

Tableau 23

PTF	1.1		1.2		1.3		1.4		1.5		Total	
	Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, efficacité de l'aide extérieure)		Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation		Lutte contre la corruption et Secteur de la justice		Culture et Tourisme		Paix et sécurité			
	Financement	%	Financement	%	Financement	%	Financement	%	Financement	%	Financement	%
AKDN		0,00		0,00		0,00	635 458	5,60		0,00	635 458	0,11
Allemagne	3 942 000	2,05	28 561 000	7,84		0,00	218 000	1,92		0,00	32 721 000	5,59
BAD	17 680 579	9,19		0,00		0,00		0,00		0,00	17 680 579	3,02
Belgique		0,00	8 071 205	2,22		0,00		0,00	2 045 527	23,28	10 116 732	1,73
BM		0,00	64 350 129	17,66		0,00		0,00		0,00	64 350 129	10,99
Canada	33 784 635	17,57	4 354 307	1,20	6 533 455	75,47		0,00		0,00	44 672 397	7,63
CE	7 745 000	4,03	119 000 000	32,67		0,00	9 965 000	87,77		0,00	136 710 000	23,35
France	10 707 741	5,57	19 295 844	5,30	1 519 917	17,56		0,00	4 000 000	45,53	35 523 502	6,07
Pays Bas	475 191	0,25	5 594 637	1,54		0,00	414 506	3,65		0,00	6 484 334	1,11
PNUD	18 785 268	9,77	48 491 825	13,31	603 282	6,97	120 656	1,06	2 740 224	31,19	70 741 256	12,08
Suède+Norvège		0,00	5 285 645	1,45		0,00		0,00		0,00	5 285 645	0,90
Suisse	5 648 010	2,94	11 907 243	3,27		0,00		0,00		0,00	17 555 253	3,00
UNICEF	2 875 646	1,50	719 917	0,20		0,00		0,00		0,00	3 595 563	0,61
USAID	90 687 028	47,15	48 652 719	13,36		0,00		0,00		0,00	139 339 748	23,80
Total	192 331 099	100	364 284 472	100	8 656 654	100	11 353 620	100	8 785 751	100	585 411 596	100

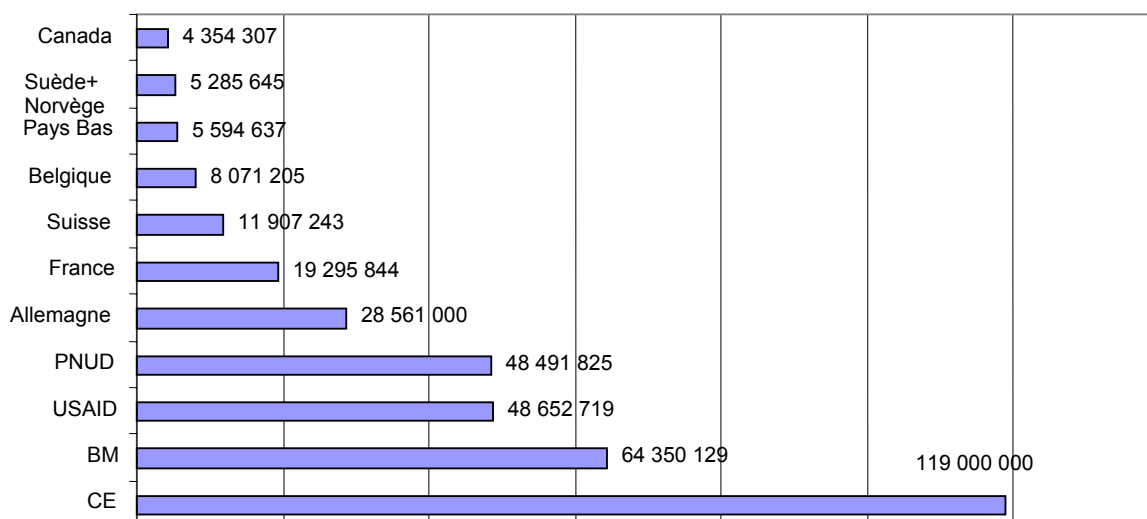
1.1 Performance du secteur public (Planification et gestion du développement, Gestion des dépenses publiques, Coordination, Efficacité de l'aide extérieure).
Répartition du financement au secteur par PTF, montants en euros.

Graphique 18



1.2 Processus démocratique, participatif (société civile) et de décentralisation.
Répartition du financement au secteur par PTF, montants en euros.

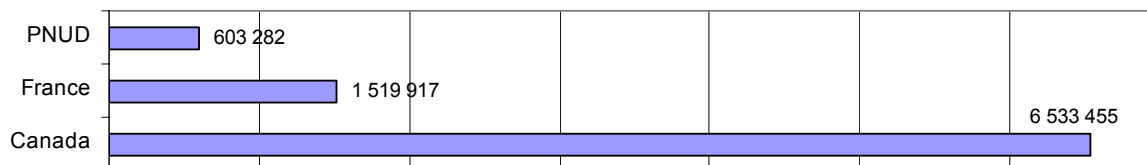
Graphique 19



1.3 Lutte contre la corruption et Secteur de la justice.

Répartition du financement au secteur par PTF, montants en euros.

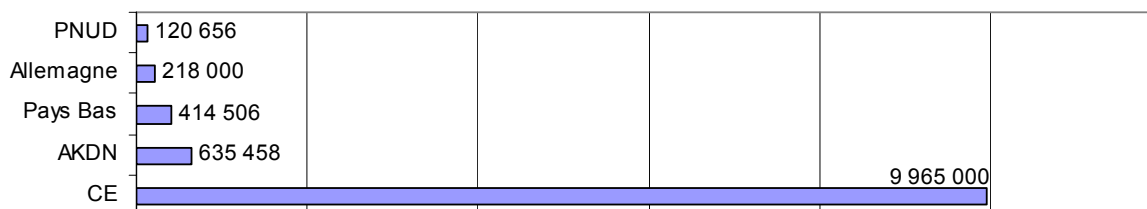
Graphique 20



1.4 Culture et Tourisme

Répartition du financement au secteur par PTF, montants en euros.

Graphique 21



1.5 Paix et sécurité : répartition par PTF du financement au secteur.

Répartition du financement au secteur par PTF, montants en euros.

Graphique 22

